

**Assemblée générale**

Soixante-neuvième session

33^e séance plénièreJeudi 30 octobre 2014, à 10 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Kutesa. (Ouganda)

La séance est ouverte à 10 h 25.

Hommage à la mémoire de S. E. M. Michael Chilufya Sata, Président de la République de Zambie

Le Président (*parle en anglais*) : Avant d'aborder l'examen de la question inscrite à notre ordre du jour, j'ai le triste devoir de rendre hommage à la mémoire de feu le Président de la République de Zambie, S. E. M. Michael Chilufya Sata, décédé le 28 octobre 2014.

Au nom de l'Assemblée générale, je prie la représentante de la République de Zambie de transmettre nos condoléances au Gouvernement et au peuple zambiens et à la famille endeuillée de S. E. M. Michael Chilufya Sata.

J'invite maintenant les représentants à se lever et à observer une minute de silence à la mémoire de S. E. M. Michael Chilufya Sata.

Les membres de l'Assemblée générale observent une minute de silence.

Le Président (*parle en anglais*) : C'est avec une grande tristesse que j'ai appris le décès du Président Sata cette semaine. Au fil des ans, j'ai eu le plaisir de travailler avec le Président Sata sur de nombreuses

questions revêtant une importance commune pour nos deux pays. Il était un remarquable homme de paix dont les efforts ont eu des effets non seulement sur le peuple zambien et le continent africain, mais assurément sur le monde entier. On se souviendra longtemps de l'éthique professionnelle du Président et de son dévouement inlassable pour le peuple zambien, ainsi que de son parcours légendaire jusqu'aux plus hautes fonctions politiques en Zambie.

Le Président Sata était une personne exceptionnelle, et il nous manquera énormément. Que son âme repose éternellement en paix.

Je donne maintenant la parole à la représentante de la Zambie.

M^{me} Kasese-Bota (Zambie) (*parle en anglais*) : Je prends la parole devant l'Assemblée générale pour représenter une nation endeuillée. S. E. M. Michael Chilufya Sata, Président de la République de Zambie, est décédé dans la nuit du mardi 28 octobre 2014 à Londres, où il s'était rendu pour des soins médicaux. Son décès survient quatre jours seulement après que la joie avait empli le pays, qui célébrait le cinquantenaire de son indépendance.

Né en 1937 dans le district de Mpika dans le nord de la Zambie, feu le Président Sata était le cinquième

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).

14-59631(F)



Document adapté

Merci de recycler



Président de la République. Il a pris ses fonctions en septembre 2011 après avoir remporté l'élection présidentielle et évincé le Mouvement pour la démocratie multipartite, qui a dirigé la Zambie pendant 20 ans.

Le Président Sata était une personnalité bien connue de l'histoire politique de la Zambie. Avant de rejoindre le monde politique, il a occupé différentes fonctions, notamment dans la Force de police, les transports londoniens puis comme homme d'affaires avant de faire naturellement son entrée sur la scène politique.

La carrière politique de feu le Président a commencé au bas de l'échelle en tant que conseiller municipal avant qu'il ne gravisse progressivement les échelons jusqu'aux plus hautes fonctions politiques, en étant élu Président de la République en 2011.

L'Assemblée se souvient peut-être qu'en 1991 le Président Sata était l'une des voix les plus autorisées à quitter le Gouvernement pour s'associer à l'appel réclamant le retour à la démocratie pluripartite. Au cours de ce réveil national historique, sa perspicacité politique a été essentielle s'agissant d'influer sur l'élan national en faveur de la liberté politique et de la restauration des autres droits démocratiques. Il a occupé depuis plusieurs postes ministériels, à savoir ceux de la santé, de l'administration locale, du travail, et il a été aussi Gouverneur du district de Lusaka, entre autres fonctions. Il a été Ministre sans portefeuille, dernier poste occupé avant de former le Front patriotique, après quoi il a été Secrétaire général du parti au pouvoir, ce qui l'a placé au troisième rang dans le Gouvernement du regretté Président Frederick J.T. Chiluba.

Du fait de ses qualités uniques, on lui a confié quelques-uns des portefeuilles ministériels les plus difficiles. Plutôt que de le dissuader, cela l'a incité à obtenir d'étonnants succès, ce qui a ajouté à son prestige politique. Le regretté Président Sata croyait qu'il pouvait améliorer le bien-être de tous les Zambiens, en particulier des femmes et des enfants, et son prestige à l'échelle nationale s'est renforcé au fil du temps. C'était un homme politique de la base au sens propre du terme. Sa contribution à la paix et à la tranquillité permanentes de la Zambie et à la consolidation du régime démocratique du pays sont sans pareils. En deux occasions, quand nombre de ses partisans voulaient sortir dans la rue au lendemain des élections générales et présidentielle en 2006 et 2008 dans l'intention d'en contester les résultats, il a appelé au calme et à la

retenue dans l'intérêt de l'unité nationale, plaçant ainsi les intérêts du pays au-dessus des siens.

Le regretté Président a quasiment conduit tout seul son parti politique, le Front patriotique, ce qui l'a amené à dominer le monde politique zambien après de modestes débuts. Dès après sa démission du Gouvernement en 2001, il a participé à l'élection présidentielle qui a suivi, puis à celle de 2006 et à l'élection présidentielle de 2008, avant de remporter enfin une victoire éclatante à l'élection de 2011. À la façon qui le caractérise, après chaque élection, il entrait immédiatement en campagne pour la prochaine élection en entamant une tournée dans tout le pays pour remercier ceux qui avaient voté pour lui. Sa voix dans l'opposition politique a représenté une menace constante et efficace pour les gouvernements en place. Le Président Sata était bien connu pour sa concision et sa franchise. Il était aussi plein d'humour et généreux, et faisait preuve d'une humilité et d'une gentillesse qu'on trouve rarement chez les puissants.

La Zambie a perdu en lui un organisateur politique hors pair qui faisait passer à ses opposants des nuits blanches. On se souviendra de lui comme d'un homme d'action et d'un Président qui a contribué au développement économique de la Zambie grâce à des investissements massifs dans l'infrastructure, et ouvert la Zambie sur le monde d'une manière sans précédent en seulement trois ans d'exercice du pouvoir.

Le regretté Président Michael Sata était un champion résolu des Nations Unies, et son action faisait écho à la passion qu'il mettait au service de ses semblables. Les allocutions qu'il a prononcées pendant les segments de haut niveau de l'Assemblée générale à ses soixante-septième, soixante-huitième et soixante-neuvième sessions en portent témoignage.

Au nom du Gouvernement et du peuple de la République de Zambie, je tiens à remercier le Président de l'Assemblée générale et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, grâce à qui les États Membres observent cette commémoration, ainsi que tous les Membres de l'ONU d'être aux côtés du peuple zambien en cette heure de grande tristesse. Je veux assurer chacun que notre pays est grandement reconnaissant de leurs gestes.

En conclusion, je voudrais informer l'Assemblée que le processus de transition est en cours. Conformément aux dispositions de la Constitution zambienne, c'est le Vice-Président de la République de Zambie, M. Guy Scott, qui assure l'intérim en attendant la tenue de

l'élection prévue dans un délai de 90 jours après le décès du Président en exercice.

Le Gouvernement est heureux que le peuple zambien continue d'être uni et attende maintenant, uni dans le deuil, de rendre un dernier hommage à l'ancien Président dans la paix et dans la dignité. Nous comptons sur la solidarité et les meilleurs vœux de nos amis au sein de la communauté internationale pour surmonter cette tragédie nationale.

Puisse l'âme de notre cher Président disparu, S. E. M. Michael Chilufya Sata, reposer dans une paix éternelle.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'État plurinational de Bolivie, qui prendra la parole au nom du Groupe des 77 et de la Chine.

M. Llorenty Solíz (État plurinational de Bolivie) (*parle en espagnol*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom du Groupe des 77 et de la Chine pour rendre hommage au Président de la République de Zambie, M. Michael Sata, décédé le 28 octobre à l'hôpital King Edward VII de Londres.

Au nom du Groupe des 77 et de la Chine, je tiens à exprimer notre solidarité avec la République de Zambie et lui exprimer nos sincères condoléances à la suite du décès du Président Sata, qui était devenu le cinquième Président de la République de Zambie le 23 septembre 2011 à la suite d'un vote populaire. Ses réalisations et ses efforts représentent une importante contribution au développement et à la croissance de la République de Zambie. En outre, le Groupe des 77 et la Chine continueront d'appuyer les précieuses initiatives de ce pays.

Nous savons que des paroles de consolation peuvent être de quelque réconfort pour le peuple zambien en deuil, et je voudrais exprimer notre profonde tristesse pour la perte d'un aussi important dirigeant.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Malawi, qui prendra la parole au nom du Groupe des États d'Afrique.

M. Msosa (Malawi) (*parle en anglais*) : Le Groupe des États d'Afrique tient à exprimer ses condoléances au Président par intérim de la République de Zambie, M. Guy Scott, et au peuple zambien pour la perte de l'un des meilleurs dirigeants africains, S. E. M. Michael Sata, décédé le 28 octobre 2014 à Londres, à l'âge de 77 ans.

Nous nous joignons au peuple zambien en ce triste moment pour rendre hommage à un dirigeant qui a consacré toute sa vie à ce qu'il convenait de faire pour le peuple de son pays, pour le continent africain et pour le monde entier. Le Président Sata était un homme plein de sens et d'un esprit visionnaire. Pendant sa campagne pour la présidence, il a été porteur d'un message de coexistence politique entre tous les Zambiens. Il a aussi fait campagne en faveur du développement socioéconomique de son pays et s'est efforcé de faire que la Zambie soit prospère et atteigne de plus hauts sommets.

L'Afrique se souviendra affectueusement du Président Sata comme d'un intrépide combattant de la liberté, d'un réformateur et d'un architecte de la lutte de libération qui a mené à l'indépendance de la Zambie et d'autres pays africains. Nous savons que l'ancien Président Sata manquera à tous ceux qui l'ont connu à titre personnel ou officiel, du fait des idéaux en lesquels il a fermement cru et du courage dont il a fait preuve pour qu'il soit répondu aux besoins essentiels de son peuple et au-delà.

Les membres du Groupe des États d'Afrique sont profondément attristés par la perte d'un digne fils de la Zambie et de l'Afrique. Il a travaillé sans relâche à promouvoir la paix et la stabilité, non seulement dans son pays, mais sur l'ensemble du continent africain et au-delà.

En ces moments douloureux, le Groupe des États d'Afrique encourage vivement tous les Zambiens à rester calmes, unis et pacifiques.

Puisse son âme reposer en paix.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Japon, qui s'exprimera au nom du Groupe des États d'Asie et du Pacifique.

M. Yoshikawa (Japon) (*parle en anglais*) : J'ai le grand honneur de prendre la parole au nom du Groupe des États d'Asie et du Pacifique à l'occasion de ce rassemblement solennel de l'Assemblée générale pour rendre hommage à la mémoire de S. E. M. Michael Chilufya Sata, le regretté Président de la République de Zambie.

L'histoire se rappellera sans aucun doute du regretté Président Sata comme d'un homme de conviction et d'action. Tout au long de son mandat, qui a débuté en 2011, le regretté Président a déployé des efforts

assidus pour améliorer la vie des citoyens ordinaires. Ses immenses qualités de dirigeant ont fortement contribué à l'ascension de la société zambienne.

Il a mis en œuvre des politiques favorables aux pauvres et promu un développement équitable, et il a attiré l'attention sur les deshérités parmi la population de son pays. Plus particulièrement, le regretté Président a instauré la gratuité des services médicaux et fait construire 650 centres de santé supplémentaires à travers le pays. Dans le domaine de l'éducation, il a promu la construction d'établissements d'enseignement élémentaire et secondaire, doublant ainsi le nombre d'établissements scolaires en Zambie. En outre, il a promu énergiquement le développement des infrastructures dans les zones rurales.

Le regretté Président a également souligné l'importance d'instaurer la justice sociale. Il a créé une commission de lutte contre la corruption et augmenté les effectifs et le budget du bureau du Vérificateur général.

Il était également un fervent partisan de l'ONU. Dans l'allocution qu'il a prononcée devant l'Assemblée générale en septembre 2013, qui a malheureusement été sa dernière intervention depuis cette tribune, il a solennellement déclaré son attachement au multilatéralisme et sa détermination à œuvrer à la paix et au développement internationaux par l'intermédiaire de l'Organisation (voir A/68/PV.7).

Un exemple notable de son attachement à l'ONU est le rôle actif joué par la Zambie s'agissant de faire face à un certain nombre de problèmes auxquels sont confrontés les pays en développement sans littoral. La délégation zambienne, en sa qualité de Présidente du Groupe des pays en développement sans littoral, a pris la tête des efforts dans ce domaine. Son décès est indubitablement une perte considérable pour cet organe mondial.

À titre national, je souhaite mentionner brièvement la relation privilégiée qu'entretenait le Japon avec la Zambie et son regretté Président.

Cette année marque le cinquantième anniversaire de l'indépendance de la Zambie. C'est le jour de la cérémonie de clôture des Jeux olympiques d'été de Tokyo, en 1964, que la Rhodésie du Nord est devenue la Zambie indépendante. Les athlètes de la Zambie, tout récemment née, ont fièrement défilé sur la piste à Tokyo, en brandissant leur nouveau drapeau national. Le peuple japonais a été profondément impressionné par leur défilé, qui symbolisait leurs immenses attentes d'un

avenir brillant. Depuis, nos deux pays entretiennent des relations solides et amicales. Leurs Altesses Impériales japonaises, le Prince et la Princesse Akishino, se sont rendues en Zambie en juillet dernier pour célébrer le cinquantième anniversaire des relations diplomatiques bilatérales.

Le regretté Président Sata a contribué de manière significative au renforcement de nos liens bilatéraux. Par ses visites au Japon, notamment la visite officielle qu'il a effectuée en 2012 et sa participation à la cinquième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique en 2013, il a personnellement approfondi les échanges avec notre peuple.

J'ai moi-même eu l'honneur de rencontrer le Président Sata en janvier dernier à l'occasion du Sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba. C'est donc avec une profonde tristesse que j'ai appris son décès subit.

Le monde a perdu un grand homme politique. En cette occasion solennelle, en ma qualité de Président du Groupe des États d'Asie et du Pacifique pour le mois d'octobre, je présente mes plus sincères condoléances à la famille du regretté Président ainsi qu'au Gouvernement et au peuple zambiens. Nous sommes fermement convaincus que le peuple zambien est suffisamment fort pour surmonter cette tristesse et continuer d'avancer sur la voie de la prospérité.

Puisse son âme reposer en paix.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Estonie, qui s'exprimera au nom du Groupe des États d'Europe orientale.

M. Kolga (Estonie) (*parle en anglais*) : C'est avec la plus grande tristesse que j'ai appris le décès de S. E. M. Michael Chilufyua Sata, Président de la République de Zambie. En tant que Président du Groupe des États d'Europe orientale, je présente nos plus sincères condoléances au peuple zambien et à la famille du regretté Président Sata suite à l'annonce de cette triste nouvelle.

Je saisis cette occasion pour rendre hommage au regretté Président, qui était un membre respecté de la communauté internationale et un dirigeant dévoué au peuple zambien. L'histoire se souviendra du Président Sata comme d'un dirigeant charismatique qui restera dans la mémoire des Zambiens comme un compétiteur passionné, un vrai Zambien et un homme de convictions et de grande détermination. Comme l'ont souligné ses

amis, il était profondément attaché à tout ce qu'il décidait d'entreprendre. Tout au long de sa carrière politique, il a joué un rôle important dans la vie publique de son pays et il est resté un défenseur déclaré du peuple zambien.

Puisse-t-il reposer en paix.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Grenade, qui prendra la parole au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes.

M. Antoine (Grenade) (*parle en anglais*) : Au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, je présente mes sincères condoléances à la Représentante permanente de la Zambie et à son équipe, à la famille du regretté Président ainsi qu'au Gouvernement et au peuple zambiens suite au décès du Président Michael Chilufya Sata. Les Zambiens à qui j'ai parlé m'ont dit que le regretté Président travaillait dur au service de son peuple, de son pays et de l'Afrique depuis des années avant de devenir Président.

Tout au long de sa carrière politique et comme Président, il a œuvré avec passion pour les pauvres et les marginalisés. Le Président Sata a toujours été un homme d'action. Il fut policier, leader syndical, balayeur ferroviaire, portier – et Président. Toute sa vie, il fut autodidacte, n'obtenant un diplôme qu'en 2011. Mais, sa vie durant, il a toujours conservé un contact direct avec les autres et n'a jamais perdu la passion qui lui a fait améliorer la vie de son peuple. Il fut un modèle de détermination et doit être imité pour tous les dirigeants politiques.

Pour célébrer la vie du Président, il est bon de rappeler la réforme du système national de santé qu'il a lancée alors qu'il était Ministre de la santé – un accomplissement qui vaut d'être mentionné notamment au regard des difficultés que connaît l'Afrique en matière de santé aujourd'hui. Pour reprendre les paroles d'un poète,

« Mériter l'appréciation des critiques honnêtes, et supporter la trahison des amis déloyaux; Apprécier la beauté, et trouver en chacun le meilleur; Laisser le monde en meilleur état, que ce soit parce qu'un enfant est bien portant, un jardin en fleurs, une condition sociale relevée; Savoir qu'une vie a été plus facile à vivre parce que vous avez vécu. Voilà ce que c'est que réussir. »

Michael Sata a réussi. Avec le décès du chef d'État de la Zambie, homme de courage mort alors qu'il

recherchait le développement durable pour son pays, nous avons tous perdu quelque chose.

Puisse son âme reposer en paix.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Suède, qui prend la parole au nom du groupe des États d'Europe occidentale et autres États.

M. Thöresson (Suède) (*parle en anglais*) : En cette occasion si solennelle, j'ai l'honneur de prendre la parole au nom du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États. C'est avec une profonde tristesse et un immense chagrin que nous avons appris le décès du Président de la République de Zambie, S. E. M. Michael Chilufya Sata.

Nous venions à peine de célébrer le cinquantième anniversaire de la Zambie la semaine dernière, le 24 octobre. L'histoire se souviendra du Président Sata comme d'un leader déterminé à construire son pays au cours des 50 premières années de son indépendance. Nous rendons hommage à ses nombreuses réalisations et à son désir d'assurer le développement politique et économique de la Zambie.

Tout au long de son mandat, le Président Sata a défendu la cause de la justice sociale, en étant particulièrement attentif à la jeunesse de son pays. Sous sa direction, la Zambie a continué d'avancer à pas de géant sur la voie des huit objectifs du Millénaire pour le développement, notamment ceux concernant la scolarisation primaire des enfants et la lutte contre la malnutrition infantile et le paludisme.

Nous présentons nos sincères condoléances au Gouvernement et au peuple de la République de Zambie, au docteur Christine Kaseba Sata, son épouse, à sa famille et à ses proches, ainsi qu'à nos chers amis et collègues à la Mission de la Zambie, ici à New York.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant des États-Unis d'Amérique, qui prend la parole au nom du pays hôte.

M. Pressman (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Au nom des États-Unis d'Amérique, je voudrais présenter les sincères condoléances de mon gouvernement suite au décès du Président zambien, Michael Chilufya Sata. Nous exprimons toute notre sympathie à la famille du Président et au peuple zambien en cette période de deuil.

Nous rendons hommage au Président Sata pour les années de service qu'il a consacrées à son pays et

pour le leadership dont il a fait preuve dans la région de l'Afrique australe. Tous se souviendront avec respect de ses nombreux accomplissements.

Nous notons que le décès du Président Sata est survenu quelques jours à peine après que la Zambie eut célébré le cinquantième anniversaire de son indépendance. Durant tout ce temps, les États-Unis se sont toujours considérés comme un ami du peuple zambien, et ont rendu hommage à la forte tradition démocratique de la Zambie. Comme le Président Obama l'avait écrit au Président Sata le 21 octobre :

« Le Gouvernement des États-Unis est fier d'avoir compté la Zambie parmi ses partenaires pendant les 50 premières années de la Zambie, et nous nous réjouissons de développer ce partenariat dans les années à venir. »

Nous faisons part de nos plus profondes condoléances.

Point 70 de l'ordre du jour

Rapport de la Cour internationale de Justice

Rapport de la Cour internationale de Justice (A/69/4)

Rapport du Secrétaire général (A/69/337)

Le Président (*parle en anglais*) : Je souhaite la bienvenue à l'Assemblée générale au juge Peter Tomka, Président de la Cour internationale de Justice, qui va présenter le rapport de la Cour (A/69/4) sur ses activités cette année.

Le rôle que joue la Cour internationale de Justice dans l'application des principes et normes du droit international est indispensable à la promotion de l'état de droit, aux relations amicales entre les États et, en définitive, à la paix et la sécurité internationales. Le rapport de cette année fait état d'une intensification de l'activité judiciaire et d'efforts soutenus pour statuer dans les meilleurs délais sur les affaires dont elle est saisie. Plusieurs nouvelles instances introduites au cours de la période considérée attestent que les États de toutes les régions du monde témoignent une plus grande confiance à la Cour et à sa capacité à rendre justice.

J'ai maintenant l'honneur de donner la parole au juge Tomka.

M. Tomka, Président de la Cour internationale de Justice (*parle en anglais*) : Avant de présenter le rapport de la Cour internationale de Justice (A/69/4), je tiens à m'associer à tous ceux qui ont rendu hommage à la mémoire du regretté Président zambien, Michael

Chilufya Sata et, au nom de l'organe judiciaire principal de l'Organisation des Nations Unies, à faire part au Gouvernement et au peuple zambiens de nos condoléances les plus sincères.

Je voudrais remercier l'Assemblée générale de poursuivre la pratique consistant à permettre au président de la Cour internationale de Justice de présenter l'activité judiciaire de celle-ci durant l'année écoulée. Cette pratique reflète tout l'intérêt que l'Assemblée manifeste pour la Cour et le soutien qu'elle lui apporte.

Pendant les douze derniers mois, la Cour a continué de remplir son rôle de forum privilégié des États pour le règlement pacifique des différends internationaux de toute nature qu'elle a compétence à juger. Comme l'illustre le rapport que j'ai l'honneur de présenter aujourd'hui aux États Membres, la Cour a consacré tous ses efforts à répondre dans les meilleurs délais aux attentes des parties comparaisant devant elle, en particulier lorsque des demandes en indication de mesures conservatoires lui ont été présentées.

Pendant la période couverte par le rapport de la Cour, 13 affaires contentieuses au total ont été en instance devant la Cour – leur nombre est désormais de 14. La Cour a tenu des audiences pour quatre d'entre elles.

La Cour a tout d'abord entendu les plaidoiries des parties sur trois demandes en indication de mesures conservatoires, en l'affaire relative à *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)*, jointe à l'affaire relative à *la Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)*, en octobre 2013, en l'affaire relative à *la Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)*, en novembre 2013, et en l'affaire relative à *des Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie)*, en janvier 2014, avant de tenir des audiences au fond dans l'affaire relative à *l'Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Croatie c. Serbie)*, au mois de mars 2014. À ce jour, l'affaire opposant la Croatie à la Serbie est en cours de délibéré et la Cour se consacre actuellement à la rédaction de son arrêt en cette affaire, arrêt qu'elle prévoit rendre avant le renouvellement triennal de sa composition en février prochain.

Pendant la période à l'examen, la Cour a en outre rendu trois arrêts : le premier l'a été dans l'affaire

relative à la *Demande en interprétation de l'arrêt du 15 juin 1962 en l'affaire du Temple de Préah Vihear (Cambodge c. Thaïlande)* (Cambodge c. Thaïlande), le deuxième en l'affaire du *Différend maritime (Pérou c. Chili)* et le troisième en l'affaire relative à la *Chasse à la baleine dans l'Antarctique (Australie c. Japon)*. Elle a également rendu trois ordonnances statuant sur des demandes en indication de mesures conservatoires.

Je me propose maintenant, comme à l'accoutumée, de présenter succinctement les principales décisions de la Cour au cours de l'année écoulée. Je m'intéresserai tout d'abord à chacun des trois arrêts précités avant d'évoquer les ordonnances rendues dans les affaires relatives à *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)* et à la *Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)*, ainsi qu'en l'affaire relative à *des Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie)*.

Le premier arrêt que la Cour a rendu pendant la période considérée l'a été le 11 novembre 2013, en l'affaire relative à la *Demande en interprétation de l'arrêt du 15 juin 1962 en l'affaire du Temple de Préah Vihear (Cambodge c. Thaïlande)* (Cambodge c. Thaïlande). L'instance elle-même avait été introduite le 28 avril 2011 par le Royaume du Cambodge, qui demandait à la Cour d'interpréter l'arrêt rendu par elle le 15 juin 1962. La saisine de la Cour faisait suite à des incidents survenus entre le Cambodge et la Thaïlande dans la zone frontalière proche du temple. Dans sa requête, le demandeur soutenait que, si « la Thaïlande ne contest[ait] pas la souveraineté du Cambodge sur le temple », elle remettait en revanche en cause l'arrêt de 1962 dans son intégralité en ce qu'elle « [refus[ait]] la souveraineté du Cambodge sur [la] zone au-delà du temple jusqu'à ses « environs » ». Il demandait en conséquence à la Cour d'interpréter son arrêt de 1962, dans lequel celle-ci avait notamment dit, au point 2 du dispositif, que la Thaïlande était tenue de retirer tous les personnels qu'elle avait installés « dans le temple ou dans ses environs situés en territoire cambodgien ».

Dans son arrêt du 11 novembre 2013, la Cour a tout d'abord examiné la question de savoir si elle avait compétence et si la demande en interprétation du Cambodge était recevable. Ladite demande était fondée sur l'article 60 du Statut de la Cour, qui dispose que, « [e]n cas de contestation sur le sens et la portée d'un arrêt, il appartient à la Cour de l'interpréter, à la demande de

toute partie ». Après avoir recherché si les conditions énoncées dans cette disposition étaient remplies, la Cour a conclu qu'il existait bien une contestation entre les parties quant au sens et à la portée de l'arrêt de 1962. Elle a, à cet égard, relevé que la principale contestation concernait la portée territoriale du deuxième point du dispositif, c'est-à-dire l'étendue des « environs » du temple de Préah Vihear.

La Cour a considéré que, au vu des motifs de l'arrêt de 1962, examinés à la lumière des écritures et plaidoiries en l'instance initiale, le deuxième point du dispositif de l'arrêt de 1962 prescrivait à la Thaïlande de retirer de l'intégralité du territoire de l'éperon sur lequel s'élève le temple de Préah Vihear tous les personnels thaïlandais qui y étaient alors installés. En conséquence, la Cour a dit que l'expression « environs situés en territoire cambodgien » devait être interprétée comme s'étendant au moins à la zone où il était établi, à l'époque de la procédure initiale, qu'un détachement de la police thaïlandaise était installé. La Cour a observé que cette conclusion était corroborée par un certain nombre d'autres éléments, et en particulier par le fait que la zone située aux abords du temple s'élève sur un accident géographique aisément identifiable, à savoir un éperon.

À l'est, au sud et au sud-ouest de cet éperon, un escarpement abrupt mène à la plaine cambodgienne. Les parties convenaient, en 1962, que cet escarpement, ainsi que le terrain situé au pied de celui-ci, relevaient, en tout état de cause, de la souveraineté du Cambodge. À l'ouest et au nord-ouest, le terrain s'infléchit en une pente moins abrupte mais néanmoins prononcée menant à la vallée qui sépare Préah Vihear de la colline voisine de Phnom Trap; cette même vallée, vers le sud, descend dans la plaine cambodgienne.

La Cour a estimé que Phnom Trap ne faisait pas partie de la zone litigieuse et que la question de savoir si elle était située en territoire thaïlandais ou cambodgien n'avait pas été examinée dans l'arrêt de 1962. En conséquence, elle a considéré que l'éperon de Préah Vihear se terminait au pied de la colline de Phnom Trap, c'est-à-dire là où le terrain commence à remonter depuis la vallée. Au nord, la Cour a considéré qu'il ressortait du raisonnement suivi dans l'arrêt de 1962 que, selon la Cour, le territoire cambodgien s'étendait jusqu'à la ligne de la carte, annexée aux écritures du Cambodge dans la procédure initiale (la « carte de l'annexe I »), que les parties avaient acceptée. Elle a, dès lors, dit qu'au nord la limite de l'éperon est la ligne de la carte

de l'annexe I, à partir d'un point, au nord-est du temple, où cette ligne rencontre l'escarpement, jusqu'à un point, au nord-ouest, où le terrain commence à s'élever depuis la vallée, au pied de la colline de Phnom Trap.

La Cour a ensuite examiné le lien entre le deuxième point et le reste du dispositif. Elle a considéré que la portée territoriale des trois points du dispositif était la même : la conclusion énoncée au premier point, selon laquelle l'expression « le temple de Préah Vihéar est situé en territoire relevant de la souveraineté du Cambodge » doit être considérée comme renvoyant, ainsi que les deuxième et troisième points, à l'intégralité du territoire de l'éperon de Préah Vihéar.

Enfin, la Cour a observé que le temple de Préah Vihéar est, du point de vue religieux et culturel, un site important pour les peuples de la région, et qu'il a été inscrit par l'UNESCO au patrimoine mondial. À cet égard, elle a rappelé que, en application de l'article 6 de la Convention de 1972 concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel, à laquelle ils sont tous deux parties, le Cambodge et la Thaïlande ont le devoir de coopérer entre eux et avec la communauté internationale afin de protéger le site en tant qu'élément du patrimoine universel. En outre, les deux États ont l'obligation de ne « prendre délibérément aucune mesure susceptible d'endommager directement ou indirectement » ce patrimoine. Au vu de ces obligations, la Cour a souligné qu'il est important de garantir l'accès au temple depuis la plaine cambodgienne.

La Cour a dit, dans son dispositif, que le Cambodge avait souveraineté sur l'intégralité du territoire de l'éperon de Préah Vihéar, tel que défini précédemment, et que, en conséquence, la Thaïlande était tenue de retirer de ce territoire les éléments de forces armées ou de police ou autres gardes ou gardiens thaïlandais qui y étaient installés.

Au cours de la période considérée, la Cour a rendu son deuxième arrêt, le 27 janvier 2014, relativement à la délimitation de la frontière entre les zones maritimes du Pérou et du Chili dans l'océan Pacifique (*Différend maritime (Pérou c. Chili)*). En l'espèce, le Pérou soutenait qu'il n'existait pas de frontière maritime convenue entre lui et le Chili, et priait la Cour de procéder à la délimitation en utilisant la méthode de l'équidistance afin de parvenir à un résultat équitable. Le Chili faisait quant à lui valoir qu'il n'appartenait pas à la Cour de procéder à une quelconque délimitation, au motif qu'il existait déjà une frontière maritime internationale

convenue entre les Parties, qui suivait, sur une distance d'au moins 200 milles marins, le parallèle de latitude passant par le point de départ de la frontière terrestre le séparant du Pérou, comme indiqué sur le croquis distribué.

Afin de résoudre le différend qui lui était soumis, la Cour a tout d'abord recherché si, comme le soutenait le Chili, il existait déjà une frontière maritime convenue. Pour cela, elle s'est intéressée à divers instruments que lui avaient communiqués les Parties, et plus particulièrement aux proclamations par lesquelles le Pérou et le Chili ont, en 1947, chacun affirmé unilatéralement certains droits en mer sur une distance de 200 milles marins depuis leurs côtes respectives, ainsi qu'à la Déclaration de Santiago de 1952, dans laquelle le Chili, l'Equateur et le Pérou ont affirmé qu'ils

« fond[ai]ent leur politique internationale maritime sur la souveraineté et la juridiction exclusives qu'a chacun d'eux sur la mer qui baigne les côtes de son pays jusqu'à 200 milles marins au moins à partir desdites côtes ».

La Cour a toutefois estimé qu'aucun de ces deux instruments n'établissait de frontière maritime entre le Pérou et le Chili.

La Cour a ensuite examiné les accords et arrangements ultérieurs conclus par le Pérou, le Chili et l'Équateur. Elle a en particulier analysé un accord de 1954 relatif à une zone frontière maritime spéciale, qui établit une zone de tolérance s'étendant à partir d'une distance de 12 milles marins depuis la côte, sur une largeur « de 10 milles marins de part et d'autre du parallèle qui constitue la frontière maritime ». La Cour a conclu que le libellé de ce texte reconnaissait, dans le cadre d'un accord international contraignant, qu'une frontière maritime existait déjà. Elle a toutefois relevé que ledit texte n'indiquait pas quand ni par quels moyens cette frontière avait été agréée. La Cour a dès lors considéré que la reconnaissance expresse de l'existence d'une frontière maritime par les Parties reposait nécessairement sur un accord tacite intervenu entre elles auparavant et qu'elle avait été consacrée par l'accord de 1954 relatif à une zone frontière maritime spéciale. La Cour a cependant observé que cet accord ne donnait aucune indication de la nature de la frontière maritime. Elle a également relevé qu'il n'en précisait pas davantage l'étendue, notant toutefois que ses dispositions montraient clairement que cette frontière se poursuivait au-delà de 12 milles marins depuis la côte.

Compte tenu de cette conclusion, la Cour s'est penchée sur la question de la nature de la frontière maritime ainsi convenue. Soulignant que l'accord tacite intervenu entre les Parties devait être compris dans le contexte des proclamations de 1947 et de la Déclaration de Santiago de 1952 précités, qui portaient revendication des fonds marins, ainsi que des eaux surjacentes et de leurs ressources, sans qu'aucune distinction n'ait été faite par les Parties entre ces espaces, la Cour a conclu que la frontière maritime avait vocation générale.

La Cour s'est ensuite attachée à déterminer l'étendue de la frontière maritime convenue. Elle a, à cette fin, commencé par examiner la pratique suivie par les Parties au début et au milieu des années 50, et plus précisément leur potentiel et leur activité halieutiques. La Cour a relevé que les informations auxquelles se référaient les Parties montraient que les espèces pêchées au début des années 50 se trouvaient généralement dans un rayon de 60 milles marins de la côte. Bien qu'estimant que, compte tenu de la vocation générale de la frontière maritime, les éléments de preuve relatifs aux activités halieutiques ne pouvaient, en eux-mêmes, être décisifs en ce qui concerne l'étendue de cette frontière, elle a considéré que ces activités semblaient indiquer qu'il était peu probable que les Parties, à l'époque où elles avaient reconnu l'existence d'une frontière maritime convenue entre elles, avaient envisagé celle-ci comme s'étendant jusqu'à la limite des 200 milles marins.

La Cour a ensuite abordé le contexte plus général et examiné l'évolution du droit de la mer au début des années 50. Elle a, en particulier, observé que la revendication d'une zone maritime s'étendant sur une distance minimale de 200 milles marins, comme l'avaient fait les Parties dans la Déclaration de Santiago de 1952, n'était pas conforme au droit international d'alors. Eu égard aux activités halieutiques menées par les Parties au début des années 50, à la pratique d'autres États et aux travaux effectués à l'époque par la Commission du droit international en matière de droit de la mer, la Cour a estimé que les éléments dont elle disposait étaient insuffisants pour lui permettre de conclure que la frontière maritime convenue, qui suit le parallèle, s'étend au-delà de 80 milles marins depuis son point de départ. À la lumière de cette conclusion provisoire, la Cour a examiné d'autres éléments de la pratique, pour l'essentiel postérieurs à 1954, mais a considéré qu'ils ne la conduisaient pas à changer de position.

La Cour s'est alors intéressée à la question du point de départ de la frontière maritime convenue. Après

avoir plus particulièrement examiné la documentation relative à un processus ayant conduit à la conclusion d'arrangements dans le cadre desquels les Parties ont décidé, en 1968-1969, de construire des phares « pour matérialiser le parallèle constituant la frontière maritime à partir de » la première borne marquant la frontière terrestre, la Cour a conclu que le point de départ de la frontière maritime entre les Parties était situé à l'intersection du parallèle de latitude passant par la borne frontière n° I avec la laisse de basse mer.

La Cour en est ensuite venue à la détermination du tracé de la frontière maritime au-delà du point terminal de la frontière maritime convenue. Elle a, pour ce faire, appliqué sa méthode habituelle, méthode qu'elle a clairement explicitée dans son arrêt de 2009 en l'affaire relative à la *Délimitation maritime en mer Noire (Roumanie c. Ukraine)*. La Cour a dès lors conclu que la frontière maritime entre les Parties part du point d'intersection entre le parallèle de latitude passant par la borne frontière n° I et la laisse de basse mer, et longe ce parallèle sur une distance de 80 milles marins jusqu'au point A. À partir de ce point, elle suit la ligne d'équidistance jusqu'au point B, puis la limite des 200 milles marins mesurée depuis les lignes de base du Chili, jusqu'au point C.

Je rappellerai par ailleurs, avant de conclure au sujet de cette affaire, qu'au second point de ses conclusions, le Pérou priait la Cour de dire et juger qu'au-delà du point terminal de la frontière maritime commune, il pouvait prétendre à l'exercice de droits souverains sur l'espace maritime s'étendant jusqu'à 200 milles marins depuis ses lignes de base. Cette prétention concerne la zone représentée en bleu plus foncé sur le croquis n° 2 qui a été distribué. La Cour a toutefois estimé que, puisque, d'une part, la ligne frontière convenue s'arrête à 80 milles marins des côtes et que, d'autre part, elle a décidé qu'au-delà de cette distance, elle délimiterait les espaces maritimes auxquels les Parties pouvaient prétendre en traçant une ligne d'équidistance, le second point des conclusions du Pérou était sans objet. Elle n'y a donc pas statué.

Étant donné les circonstances de l'affaire, la Cour a déterminé le tracé de la frontière maritime entre les Parties sans en préciser les coordonnées géographiques exactes. Elle a rappelé que les Parties ne lui avaient pas demandé de le faire dans leurs conclusions finales. La Cour a donc invité le Pérou et le Chili à procéder à la détermination de ces coordonnées conformément à son arrêt et dans un esprit de bon voisinage, ce que ces deux

États ont d'ailleurs fait quelques mois seulement après le prononcé de la décision. Il convient donc de souligner que les deux Parties, ainsi que leur gouvernement, ont, dans les deux mois qui ont suivi le prononcé de l'arrêt, établi d'un commun accord les coordonnées géographiques précises de leur frontière maritime sur la base de la description qui en était faite dans l'arrêt de la Cour.

(l'orateur poursuit en français)

La Cour a rendu un troisième arrêt le 31 mars 2014, et ce, en l'affaire de la *Chasse à la baleine dans l'Antarctique (Australie c. Japon)*, qui opposait l'Australie au Japon et en laquelle la Nouvelle-Zélande était intervenue au titre du paragraphe 2 de l'Article 63 du Statut. L'instance avait été introduite en mai 2010 par l'Australie, qui reprochait au Japon de poursuivre l'exécution « d'un vaste programme de chasse à la baleine dans le cadre de la deuxième phase du programme japonais de recherche scientifique sur les baleines dans l'Antarctique au titre d'un permis spécial (« JARPA II »), en violation tant des obligations contractées par cet État aux termes de la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine [...] que d'autres obligations internationales relatives à la préservation des mammifères marins et de l'environnement marin ».

Afin de trancher ce différend, la Cour s'est tout d'abord penchée sur la question de sa compétence, compétence que le Japon contestait au motif que le litige relevait, selon lui, du champ d'application d'une réserve dont est assortie la déclaration australienne d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour. Estimant toutefois que l'applicabilité de cette réserve est subordonnée à l'existence d'un différend relatif à la délimitation maritime entre les Parties en litige, ce qui n'était pas le cas en l'espèce, la Cour a conclu que l'exception d'incompétence du Japon ne pouvait être retenue.

La Cour en est donc venue au cœur de l'affaire : l'interprétation et l'application de l'article VIII de la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine, dont le paragraphe premier se lit, dans sa partie pertinente, comme suit :

« Nonobstant toute disposition contraire de la présente Convention, chaque Gouvernement contractant pourra accorder à l'un de ses nationaux un permis spécial l'autorisant à tuer, capturer et traiter des baleines en vue de recherches

scientifiques, sous réserve de telles restrictions, quant au nombre, et de telles autres conditions que le Gouvernement contractant jugera utile de prescrire ».

S'agissant de l'interprétation de cette disposition, la Cour a toutefois d'abord fait observer que, si l'article VIII confère à un État partie à la Convention le pouvoir discrétionnaire de rejeter une demande de permis spécial ou de préciser les conditions de l'octroi d'un tel permis, la réponse à la question de savoir si la mise à mort, la capture et le traitement des baleines, en vertu du permis spécial demandé, poursuivent des fins de recherches scientifiques ne saurait dépendre simplement de la perception qu'en a cet État. Elle s'est ensuite intéressée au sens de l'expression « en vue de recherches scientifiques » figurant dans cet article pour conclure que les deux éléments de ladite expression sont cumulatifs. Dès lors, même si la recherche scientifique est l'une des composantes d'un programme de chasse à la baleine, la mise à mort, la capture et le traitement des cétacés auxquels il aura été procédé dans ce cadre ne relèveront des prévisions de l'article VIII que si ces activités sont menées en vue de recherches scientifiques.

En ce qui concerne l'application du paragraphe premier de l'article VIII, la Cour a indiqué que JARPA II pouvait globalement être qualifié de programme de « recherche scientifique ». Elle s'est ensuite penchée sur la question de savoir si c'était à des fins de recherche scientifique qu'il était recouru à des méthodes létales. Elle a, pour y répondre, examiné si les éléments de la conception et de la mise en œuvre de ce programme étaient raisonnables au regard des objectifs de recherche annoncés. La Cour a, à ce titre, notamment examiné les éléments suivants : les décisions relatives au recours à des méthodes létales, l'ampleur du recours à l'échantillonnage légal dans le cadre de ce programme, les méthodes appliquées pour déterminer la taille des échantillons, la comparaison entre la taille des échantillons à prélever et celle des prises effectives, le calendrier associé au programme, les résultats scientifiques de celui-ci et le degré de coordination entre les activités qui en relèvent et des projets de recherche connexes.

La Cour a déduit de son examen que si JARPA II, pris dans son ensemble, comportait des activités susceptibles d'être globalement qualifiées de recherches scientifiques, « les éléments de preuve dont elle dispos[ait] ne permett[ai]ent pas d'établir que la

conception et la mise en œuvre de ce programme [étaient] raisonnables au regard de ses objectifs annoncés ».

Elle a conclu que les permis spéciaux au titre desquels le Japon autorisait la mise à mort, la capture et le traitement des baleines dans le cadre de JARPA II n'étaient pas délivrés « en vue de recherches scientifiques », au sens du paragraphe premier de l'article VIII de la Convention.

La Cour s'est ensuite penchée sur les conséquences de cette conclusion, à la lumière de l'affirmation de l'Australie selon laquelle le Japon avait violé plusieurs dispositions du règlement annexé à la Convention. Considérant que, malgré les différences de formulation, toutes les activités de chasse à la baleine qui n'entrent pas dans les prévisions de l'article VIII de la Convention (hormis la chasse aborigène de subsistance) tombent sous le coup de trois dispositions spécifiques dudit règlement, la Cour a conclu que le Japon avait violé, premièrement, le moratoire sur la chasse commerciale pour chacune des années au cours desquelles il avait fixé des limites de capture supérieures à zéro pour les petits rorquals, les rorquals communs et les baleines à bosse dans le cadre de JARPA II; deuxièmement, le moratoire sur les usines flottantes pour chacune des saisons au cours desquelles ont été capturés, mis à mort et traités des rorquals communs dans le cadre de JARPA II; et troisièmement, l'interdiction de la chasse commerciale dans le sanctuaire de l'océan Austral pour chacune des saisons au cours desquelles ont été capturés des rorquals communs dans le cadre de JARPA II. Elle a, en revanche, estimé que, contrairement aux allégations de l'Australie, le Japon avait satisfait à une autre disposition du règlement, en vertu de laquelle tout État contractant est tenu de soumettre au secrétaire de la Commission baleinière internationale les permis en instance de délivrance, dans un délai suffisant pour permettre au comité scientifique de les examiner et de les commenter.

Compte tenu de ses conclusions, la Cour s'est penchée sur la question des remèdes. Elle a constaté que JARPA II était toujours en cours et que, dans ces circonstances, des mesures allant au-delà d'un jugement déclaratoire s'imposaient. Elle a donc ordonné au Japon de révoquer tout permis, autorisation ou licence déjà délivré pour mettre à mort, capturer ou traiter des baleines dans le cadre de JARPA II et de s'abstenir d'accorder tout nouveau permis en vertu du paragraphe premier de l'article VIII de la Convention au titre du programme JARPA II. La Cour n'a, en revanche, pas jugé nécessaire d'ordonner l'autre remède sollicité par

l'Australie, qui aurait exigé du Japon qu'il s'abstienne d'autoriser ou de pratiquer la moindre activité de chasse à la baleine au titre d'un permis spécial qui ne serait pas menée en vue de recherches scientifiques au sens de l'article VIII, estimant que tous les États parties sont déjà soumis à cette obligation.

Il convient également d'attirer l'attention de cette éminente Assemblée sur le fait que la Cour a de plus en plus recours à la procédure de délibération prévue à l'article premier de la Résolution visant la pratique interne de la Cour en matière judiciaire. Je me permets de rappeler que le libellé du premier alinéa de cette disposition précise que « [a]près la clôture de la procédure écrite et avant l'ouverture de la procédure orale, la Cour se réunit en chambre du conseil pour permettre aux juges d'échanger des vues sur l'affaire et de signaler les points sur lesquels ils considèrent qu'il faudrait, le cas échéant, provoquer des explications pendant les plaidoiries ».

Ainsi, ce type de délibération permet à la Cour d'identifier toute question sur laquelle elle souhaiterait obtenir des précisions ou des éclaircissements au stade des audiences sur le fond; une fois sa délibération achevée, la Cour adresse donc ses interrogations et questions aux parties à l'instance en cours, de sorte à orienter leurs plaidoiries orales pour qu'elles fournissent le complément d'information dont la Cour a besoin au cours des audiences. Cette procédure de délibération s'avère particulièrement utile dans le cadre d'affaires à haute teneur scientifique ou dont la trame factuelle se révèle très complexe. D'ailleurs, la Cour a procédé à une délibération en vertu de l'Article premier dans l'affaire relative à la *Chasse à la baleine dans l'Antarctique*, une procédure à laquelle elle avait également eu recours dans la cadre de l'affaire relative aux *Épandages aériens d'herbicides* qui opposait l'Équateur et la Colombie, et qui a fait l'objet d'un règlement à l'amiable entre les Parties avant l'ouverture des audiences sur le fond.

Comme je l'ai déjà indiqué, la Cour a également rendu, au cours de la période considérée, trois ordonnances. Je les évoquerai brièvement par ordre chronologique.

La première a été rendue en novembre 2013 en l'affaire relative à *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)*. Cette décision faisait suite à une demande en indication de nouvelles mesures conservatoires présentée en septembre 2013 par le Costa Rica. Celui-ci protestait contre la construction,

par le Nicaragua, de deux nouveaux chenaux (*caños*) dans le « territoire litigieux », tel que défini par la Cour dans une ordonnance en indication de mesures conservatoires datant du 8 mars 2011, c'est-à-dire dans « la partie septentrionale de Isla Portillos, soit la zone humide d'environ 3 kilomètres carrés comprise entre la rive droite du *caño* litigieux, la rive droite du fleuve San Juan lui-même jusqu'à son embouchure dans la mer des Caraïbes et la lagune de Harbor Head ».

Dans son ordonnance du 22 novembre 2013, la Cour a estimé qu'elle disposait de suffisamment d'éléments pour conclure que, vu la longueur, la largeur et la position d'une tranchée creusée près du plus grand des deux nouveaux chenaux – le *caño* oriental –, il existait un risque réel de voir celle-ci atteindre la mer des Caraïbes, soit par l'action de la nature, soit par celle de l'homme, voire par leur action conjointe. Elle a considéré qu'une modification du cours du fleuve San Juan pourrait s'ensuivre, avec de sérieuses conséquences pour les droits revendiqués par le Costa Rica en l'instance. La Cour a donc décidé non seulement de réaffirmer les mesures conservatoires qu'elle avait indiquées dans son ordonnance de 2011, mais aussi d'en prescrire de nouvelles. Elle a notamment dit que le Nicaragua devait s'abstenir de toute activité de dragage ou autre dans le territoire litigieux, et, en particulier, de tous travaux sur les deux nouveaux *caños*, ajoutant qu'il devait combler la tranchée creusée sur la plage au nord du *caño* oriental.

Quelques semaines plus tard, en décembre 2013, la Cour a rendu une ordonnance en l'affaire relative à la *Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)*. Dans sa demande en indication de mesures conservatoires, le Nicaragua indiquait qu'il cherchait à protéger certains droits auxquels portaient, selon lui, atteinte les travaux de construction routière réalisés par le Costa Rica, notamment le déplacement transfrontière de sédiments et d'autres résidus qui en résultait.

La Cour a toutefois estimé que les circonstances, telles qu'elles se présentaient à elle, n'étaient pas de nature à exiger l'exercice de son pouvoir d'indiquer des mesures conservatoires. Elle a en particulier considéré que le Nicaragua n'avait pas établi que les travaux de construction avaient conduit à un accroissement sensible de la charge en sédiments du fleuve, et qu'il ne lui avait présenté aucun élément de preuve attestant que l'alluvionnement du chenal du fleuve, qui était, selon lui, causé par une quantité accrue de sédiments

due à la construction de la route, aurait sur ce dernier un quelconque effet à long terme. Elle a par ailleurs considéré que le Nicaragua n'avait pas expliqué en quoi certaines espèces présentes dans la zone humide du fleuve pourraient être spécifiquement menacées par les travaux de construction de la route, ni indiqué avec précision quelles étaient celles qui risquaient d'être affectées.

Enfin, la Cour a rendu une troisième ordonnance en indication de mesures conservatoires, en l'affaire relative à des *Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie)*. Cette décision faisait suite à une demande présentée le 17 décembre 2013 par le Timor-Leste en raison de la saisie, le 3 décembre 2013, et de la détention ultérieure, par « des agents australiens, de documents, données et autres biens appartenant au Timor-Leste ou que celui-ci a le droit de protéger en vertu du droit international ». Le Timor-Leste soutenait que les éléments saisis comprenaient notamment des documents, des données et des échanges de correspondance, entre le Timor-Leste et ses conseillers juridiques, qui se rapportaient à l'Arbitrage en vertu du traité du 20 mai 2002 sur la mer de Timor en cours entre le Timor-Leste et l'Australie. Dans sa décision du 3 mars 2014, la Cour a estimé que si l'Australie ne protégeait pas immédiatement la confidentialité des éléments que ses agents avaient saisis le 3 décembre 2013, un préjudice irréparable pourrait être causé au droit du Timor-Leste de conduire sans ingérence une procédure arbitrale et des négociations. Elle a toutefois noté que l'Attorney-General de l'Australie avait pris un engagement écrit, le 21 janvier 2014, comprenant notamment l'assurance qu'aucune entité du Gouvernement australien n'aurait accès aux éléments saisis à toute fin ayant trait à l'exploitation des ressources de la mer de Timor ou aux négociations y relatives, ainsi qu'à la conduite de la procédure devant la Cour ou de l'arbitrage en vertu du Traité sur la mer de Timor.

Ayant néanmoins constaté que, dans certaines circonstances touchant à la sécurité nationale, le Gouvernement de l'Australie envisageait la possibilité de faire usage des éléments saisis, la Cour en a déduit que, si cet engagement écrit contribuait de manière importante à atténuer le risque imminent de préjudice irréparable que la saisie des éléments susmentionnés fait peser sur les droits du Timor-Leste, il ne le supprimait pas entièrement. Elle a donc conclu que les conditions requises par son Statut pour qu'elle puisse indiquer des mesures conservatoires étaient remplies.

En outre, le 3 septembre dernier, la Cour a décidé de faire droit à la demande conjointe des Parties tendant au renvoi de la procédure orale en l'affaire opposant le Timor-Leste à l'Australie. Cette procédure devait s'ouvrir le mercredi 17 septembre 2014 et se clore le mercredi 24 septembre 2014.

Les principales décisions rendues par la Cour internationale de Justice au cours de l'année écoulée ayant été rappelées, j'en viens maintenant aux nouvelles affaires portées devant elle.

Outre l'affaire opposant le Timor-Leste à l'Australie, introduite en décembre 2013, que je viens d'évoquer, la Cour a été saisie, le 16 septembre 2013, d'une instance introduite par le Nicaragua contre la Colombie, priant la Cour, premièrement, de déterminer le

« tracé précis de la frontière maritime entre les portions de plateau continental relevant du Nicaragua et de la Colombie au-delà des limites établies par la Cour dans son arrêt du 19 novembre 2012 »;

et, deuxièmement, d'énoncer les

« principes et les règles de droit international régissant les droits et obligations des deux États concernant la zone de plateau continental où leurs revendications se chevauchent et l'utilisation des ressources qui s'y trouvent, et ce, dans l'attente de la délimitation de leur frontière maritime au-delà de 200 milles marins de la côte nicaraguayenne ».

Par ailleurs, la Cour a été saisie, en novembre 2013, d'une instance introduite par le Nicaragua contre la Colombie au sujet d'un différend portant sur des

« violations des droits souverains et des espaces maritimes du Nicaragua qui lui ont été reconnus par la Cour dans son arrêt du 19 novembre 2012 [en l'affaire du *Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)*], ainsi qu'à la menace de la Colombie de recourir à la force pour commettre ces violations »

La Cour a ensuite été saisie, le 25 février 2014, d'un différend opposant le Costa Rica au Nicaragua relativement à la délimitation maritime entre les deux pays dans la mer des Caraïbes et l'océan Pacifique. D'ailleurs, la saisine de la Cour en cette affaire revêt un caractère historique, puisqu'il s'agit de la première instance dans laquelle un État demande à la Cour de procéder à la délimitation d'une zone frontière maritime entre deux États, et ce, de chaque côté de leurs territoires

continentaux respectifs. En l'occurrence, la délimitation revendiquée devant la Cour s'opérera dans la mer des Caraïbes, d'une part, et dans l'océan Pacifique, d'autre part.

Le 24 avril 2014, les Îles Marshall ont déposé au Greffe de la Cour neuf requêtes dans lesquelles elles font grief à autant d'États de ne pas s'acquitter de leurs obligations relatives à la cessation de la course aux armes nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire. Si les requêtes présentées contre l'Inde, le Pakistan et le Royaume-Uni ont pu être inscrites au rôle de la Cour – ces États ayant reconnu la compétence obligatoire de celle-ci en vertu du paragraphe 2 de l'Article 36 du Statut –, il n'a pu en aller de même des six autres présentées, par ordre alphabétique, contre la Chine, les États-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, la France, Israël et la République populaire démocratique de Corée. S'agissant de chacune de ces six autres requêtes, la République des Îles Marshall a en effet indiqué qu'elle entendait, conformément au paragraphe 5 de l'article 38 du Règlement de la Cour, fonder la compétence de la Cour sur le consentement de l'État concerné, en vertu de la doctrine du *forum prorogatum*. Sans ledit consentement, aucune desdites requêtes ne peut donner lieu à une inscription au rôle de la Cour.

Enfin, le 28 août dernier la République fédérale de Somalie a introduit une instance contre la République du Kenya au sujet d'un différend relatif à la délimitation maritime dans l'océan Indien. Plus précisément, la Somalie prétend que les deux États sont en désaccord sur l'emplacement de leur frontière maritime commune et prie la Cour

« de déterminer, conformément au droit international, le tracé complet de la frontière maritime unique départageant l'ensemble des espaces maritimes relevant du Kenya et d'elle-même dans l'océan Indien, y compris le plateau continental au-delà de la limite des 200 milles marins ».

Il convient de souligner que ces deux États ont fait une déclaration reconnaissant comme obligatoire la compétence de la Cour en vertu du second paragraphe de l'Article 36 de son Statut.

Cela porte donc à sept le nombre de nouvelles affaires soumises au cours de la période considérée, et à 14 le nombre total d'affaires inscrites à ce jour au rôle de la Cour. Tel que je l'ai illustré dans mes propos, la

Cour s'emploie toujours à assurer le prompt règlement judiciaire des différends à elle présentés, de sorte à réduire – voire éliminer – l'arriéré judiciaire. À cet égard, toutes les affaires inscrites au rôle général de la Cour dont la procédure écrite a été close ont déjà été entendues et sont actuellement en délibéré. Ainsi, la Cour est toujours disposée à remplir sa noble fonction judiciaire avec impartialité et efficacité, et ce, en comptant sur la coopération des parties aux litiges dont elle est saisie, afin de procéder à un règlement dans un délai raisonnable. En guise d'exemple, il suffit de rappeler que la Cour avait effectué tous les préparatifs nécessaires pour la tenue des audiences publiques en septembre dernier en l'affaire relative à des *Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie)*. C'est seulement suite à la demande conjointe des parties tendant au renvoi de la procédure orale que la Cour a décidé d'ajourner l'instance.

La Cour a également poursuivi ses activités extrajudiciaires au cours de la dernière année, dont notamment l'organisation d'une conférence pour célébrer le centenaire du Palais de la Paix le 23 septembre 2013. Dans le cadre de cette conférence qui s'articulait autour du thème « La Cour internationale de Justice au service de la paix et de la justice », la Cour a eu l'occasion d'accueillir d'éminentes personnalités et de présenter, lors des tables rondes de la conférence, des intervenants de très grande qualité. En somme, le programme de cet événement s'est avéré extrêmement riche et parfaitement équilibré, puisqu'il a amené tous les intervenants et l'auditoire à se pencher sur le passé et le présent de la justice internationale, mais aussi à s'interroger sur les perspectives et les défis qui se posent, notamment à la Cour. Je suis ravi d'informer l'Assemblée de la parution, en juillet dernier, d'un ouvrage collectif s'intitulant *Enhancing the Rule of Law through the International Court of Justice* (Renforcer le rôle de l'état de droit par le biais de la Cour internationale de Justice), qui découle de cette conférence tenue à l'occasion du centenaire du Palais de la Paix.

En guise de conclusion, je rappellerai que la Cour doit s'employer à servir de son mieux les nobles desseins et objectifs des Nations Unies en s'appuyant sur des ressources modestes puisque les États Membres de l'Organisation lui allouent moins de 1 % de la totalité du budget ordinaire de l'ONU. Toutefois, j'espère avoir démontré que les contributions récentes de la Cour ne s'apprécient pas à l'aune de ses ressources financières, mais bien par la richesse du progrès dont elles témoignent

sur le plan de la justice internationale et du règlement pacifique des différends entre États.

J'insiste toutefois sur l'importance des États Membres en ce qui a trait à la composition de la Cour. En effet, une importante responsabilité repose sur ceux-ci en ce qu'ils sont appelés à choisir et à élire les membres de la Cour, des candidats qui s'acquitteront d'une haute et noble fonction judiciaire. Ainsi, la qualité de l'organe judiciaire principal des Nations Unies dépend, dans une large mesure, de l'apport fourni par les États Membres dans ce cadre. Dans le même ordre d'idées, je saisis cette occasion pour rappeler à l'Assemblée que malgré le fait que plusieurs appels avaient été lancés et que certains documents aient été adoptés par l'Assemblée générale, le nombre d'États ayant fait une déclaration reconnaissant comme obligatoire la compétence de la Cour en vertu du deuxième paragraphe de l'Article 36 de son Statut, s'est maintenu à 70 durant la période considérée.

Il reste à espérer que les déclarations faites par certains États exprimant la volonté de reconnaître la juridiction de l'organe judiciaire principal de l'Organisation des Nations Unies – ainsi que les documents adoptés en ce même sens – donneront lieu à une reconnaissance plus large de la compétence de la Cour au sein de la communauté internationale, et ce, sous la forme de déclarations en vertu du paragraphe 2 de l'Article 36. En tant que diplomates distingués et jurisconsultes œuvrant spécifiquement au sein de la communauté des nations, j'estime que les membres de l'Assemblée occupent une position privilégiée pour pouvoir promouvoir cette idée auprès des gouvernements qu'ils représentent. Par conséquent, je les invite toujours à envisager à la fois la promotion du règlement des différends par la Cour ainsi qu'une reconnaissance plus accrue de sa compétence obligatoire comme moyens de parvenir à la résolution pacifique des conflits internationaux et à des relations interétatiques plus harmonieuses.

Je tiens à remercier les délégations de la Suisse, des Pays-Bas, de l'Uruguay, du Royaume-Uni, de la Lituanie, du Japon et du Botswana d'avoir pris l'initiative de préparer un manuel portant sur l'acceptation de la compétence de la Cour, un ouvrage qui vient d'être publié dans les cinq langues. Je les félicite vivement à l'occasion de la parution de ce manuel qui s'avère fort utile.

Je tiens à remercier l'Assemblée de m'avoir donné cette occasion de m'adresser à elle aujourd'hui. Je

présente aux membres tous mes vœux de réussite pour cette soixante-neuvième session de l'Assemblée.

M. Dehghani (Iran) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prononcer la présente déclaration au nom du Mouvement des pays non alignés.

Le Mouvement des pays non alignés, qui attache une grande importance au point 70 de l'ordre du jour, intitulé « Rapport de la Cour internationale de Justice », prend note du rapport sur les activités de la Cour durant la période du 1^{er} août 2013 au 31 juillet 2014 (A/69/4), présenté en application de la décision prise par l'Assemblée l'année dernière. Je tiens également à remercier le Président de la Cour internationale de Justice de la présentation qu'il a faite aujourd'hui de ce rapport à l'Assemblée.

Le Mouvement des pays non alignés réaffirme et souligne ses positions de principe en ce qui concerne le règlement pacifique des différends et le non-recours à la menace ou à l'emploi de la force. La Cour internationale de Justice joue un rôle important en favorisant et en encourageant le règlement des différends internationaux par des moyens pacifiques, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies, et de façon à ce que la paix, la sécurité et la justice internationales ne soient pas mises en danger.

Le Mouvement s'efforce de permettre de nouveaux progrès en faveur du plein respect du droit international et salue, à cet égard, le rôle que joue la Cour internationale de Justice en faveur du règlement pacifique des différends internationaux, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies et du Statut de la Cour, et en particulier les Articles 33 et 94 de la Charte.

Pour ce qui est des avis consultatifs rendus pas la Cour, le Mouvement, prenant note du fait que le Conseil de sécurité n'a pas sollicité la Cour à cet effet depuis 1970, engage vivement le Conseil de sécurité à faire davantage appel à la Cour internationale de Justice, organe judiciaire principal de l'ONU et source d'avis consultatifs et d'interprétation des normes pertinentes du droit international, ainsi qu'en ce qui concerne les contentieux. Le Mouvement demande par ailleurs au Conseil d'utiliser la Cour comme source d'interprétation du droit international pertinent et d'envisager de soumettre ses décisions à l'examen de la Cour, sachant qu'elles doivent être conformes à la Charte des Nations Unies et au droit international.

Le Mouvement invite également l'Assemblée générale, les autres organes de l'ONU et les organismes spécialisés dûment autorisés à solliciter des avis consultatifs de la Cour internationale de Justice sur les questions juridiques qui se présentent dans le cadre de leurs activités.

Le Mouvement des pays non alignés réaffirme l'importance de l'avis consultatif rendu à l'unanimité par la Cour internationale de Justice le 8 juillet 1996 en l'affaire de la *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires* (voir A/51/218). À cet égard, la Cour a conclu qu'il existe une obligation de poursuivre de bonne foi et de mener à terme des négociations conduisant au désarmement nucléaire dans tous ses aspects, sous un contrôle international strict et efficace.

Le Mouvement des pays non alignés continue d'appeler Israël, Puissance occupante, à respecter pleinement l'avis consultatif rendu le 9 juillet 2004 par la Cour au titre de l'affaire intitulée *Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé* (A/ES-10/273), et il appelle tous les États à respecter et à faire respecter les dispositions qu'il contient afin de mettre un terme à l'occupation israélienne qui a commencé en 1967 et de permettre l'existence d'un État de Palestine indépendant ayant pour capitale Jérusalem-Est.

M. Mamabolo (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Ma délégation a l'honneur de prononcer la présente déclaration au nom du Groupe des États d'Afrique.

En premier lieu, le Groupe des États d'Afrique tient à remercier le Président de la Cour internationale de Justice, le juge Peter Tomka, de sa déclaration ainsi que de sa présentation du rapport de la Cour (A/69/4). Le Groupe des États d'Afrique continue de considérer la Cour internationale de Justice comme le premier mécanisme de règlement pacifique des différends internationaux. Il convient d'avoir à l'esprit que la Cour occupe une position sans équivalent, en tant que cour de justice et, de surcroît, qu'organe judiciaire principal de l'ONU. Toutes les activités de cette cour mondiale visent à promouvoir l'état de droit. Elle prononce des jugements et rend des avis consultatifs conformément à son Statut, qui fait partie intégrante de la Charte des Nations Unies, et elle contribue ainsi à promouvoir et clarifier le droit international.

Le Groupe des États d'Afrique se félicite que les États aient réaffirmé leur confiance dans la capacité de

la Cour de régler leurs différends. Nous constatons avec satisfaction, en particulier, que les États continuent de renvoyer leurs différends devant la Cour. Le nombre d'affaires actuellement inscrites à son rôle atteste dans quelle estime les États tiennent la Cour.

Nonobstant la prolifération des mécanismes de règlement judiciaire des différends internationaux sur une base spécialisée ou régionale, la Cour internationale de Justice continue d'attirer un large éventail d'affaires dans de nombreux domaines. La liste des affaires dont elle est saisie couvre notamment des différends relatifs à la démarcation de frontières, comme entre le Pérou et le Chili.

Le Groupe des États d'Afrique apprécie le fait que la Cour ait adopté des calendriers d'audiences et de délibéré particulièrement exigeants, tels qu'à tout moment plusieurs affaires puissent être examinées en même temps et qu'elle puisse connaître dans les meilleurs délais des procédures incidentes, qui sont de plus en plus nombreuses, notamment les demandes en indication de mesures préliminaires et conservatoires. À cet égard, la Cour a rendu le 3 mars 2014 son ordonnance sur la demande en indication de mesures conservatoires présentée par le Timor-Leste en décembre 2013 en l'affaire des *Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie)*. La Cour a conclu qu'elle avait compétence *prima facie* pour se prononcer sur le fond de l'affaire, considérant les déclarations faites par les deux parties en vertu du paragraphe 2 de l'Article 36 du Statut de la Cour. La Cour a également conclu qu'il existait un lien entre les droits invoqués par le Timor-Leste et les mesures conservatoires qu'il demandait. Ces mesures visaient à empêcher l'Australie de continuer d'avoir accès aux éléments saisis. La Cour a conclu que les conditions requises par son Statut pour qu'elle puisse indiquer des mesures conservatoires étaient remplies « puisqu'un risque imminent de préjudice irréparable subsist[ait] ».

Le Groupe des États d'Afrique estime que l'affaire opposant l'Australie au Japon contribue à développer la jurisprudence dans le domaine de l'environnement, en particulier en ce qui concerne le droit de la mer. L'Australie a entamé la procédure le 31 mai 2010. Le 31 mars 2014, la Cour internationale de Justice a rendu son arrêt et a conclu, s'agissant de sa compétence, que puisqu'il n'y avait pas entre les parties de différend relevant de la délimitation dans l'océan Antarctique, et puisque le différend en question portait uniquement sur

la question de savoir si les activités de chasse à la baleine du Japon étaient ou non compatibles avec les obligations qui incombent à celui-ci au titre de la Convention en la matière, l'exception d'incompétence du Japon vis-à-vis de la juridiction de la Cour ne pouvait être retenue.

La Cour a par ailleurs conclu que si le programme japonais de recherche scientifique sur les baleines dans l'Antarctique au titre d'un permis spécial comportait des activités susceptibles d'être globalement qualifiées de recherches scientifiques, « les éléments de preuve dont elle dispos[ait] ne permett[aient] pas d'établir que la conception et la mise en œuvre de ce programme [étaient] raisonnables au regard de ses objectifs annoncés ». La Cour a donc conclu que les permis spéciaux accordés par le Japon pour la mise à mort, la capture et le traitement de baleines dans le cadre du programme japonais de recherche scientifique sur les baleines en vertu d'un permis spécial dans l'Antarctique ne correspondent pas aux objectifs de la recherche scientifique tels qu'énoncés au paragraphe 1 de l'article VIII de la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine.

Évolution intéressante de la procédure, dans son ordonnance en date du 6 février 2013, la Cour a autorisé la Nouvelle-Zélande à intervenir dans l'affaire *Chasse à la baleine dans l'Antarctique (Australie c. Japon)*. En conséquence, le 20 novembre 2012, la Nouvelle-Zélande a déposé au Greffe une déclaration d'intervention en l'affaire. Pour pouvoir se prévaloir du droit d'intervenir que lui confère le paragraphe 2 de l'Article 63 du Statut de la Cour, la Nouvelle-Zélande a fait valoir sa qualité de partie à la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine. Elle soutenait que, du fait qu'elle était partie à la Convention, l'interprétation que la Cour pourrait donner de celle-ci dans l'arrêt qu'elle rendrait en l'espèce présentait pour elle un intérêt direct. La Nouvelle-Zélande soulignait dans sa déclaration qu'elle ne souhaitait pas devenir partie à l'instance et confirmait que, en se prévalant de son droit d'intervenir, elle acceptait que l'interprétation que contiendrait l'arrêt à intervenir en l'espèce serait également obligatoire à son égard.

L'importance des avis consultatifs sur des questions juridiques renvoyées devant la Cour internationale de Justice ne saurait être surestimée dans nos efforts pour parvenir à un règlement pacifique des différends, conformément à la Charte des Nations Unies. Il est donc passablement décevant que, pendant la

période considérée, aucune demande d'avis consultatif n'ait été présentée.

M. Norman (Canada) (*parle en anglais*) : Au nom du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, je tiens à remercier le Président de la Cour internationale de justice, le juge Tomka, d'avoir présenté son rapport sur le travail réalisé par cette instance au cours de l'année écoulée (A/69/4). Comme nos pays sont fermement convaincus de l'importance de la primauté du droit, ils l'ont toujours soutenue avec force et conviction. Nous avons énormément de respect pour son travail, ainsi que pour la qualité et le dévouement de ses juges.

Une fois de plus, le nombre d'affaires portées devant celle-ci n'a pas diminué, ce qui témoigne de son rôle essentiel dans le règlement pacifique des différends. Les 13 affaires en instance concernent des pays du monde entier et portent sur un large éventail de questions. Nos délégations saluent cette volonté des États d'en référer à la Cour en vue de régler leurs litiges de manière pacifique.

Par ailleurs, l'acceptation par nos pays de sa juridiction obligatoire témoigne de la confiance que nous lui accordons. Nos trois pays sont convaincus que, si un plus grand nombre d'États acceptent cette juridiction, la Cour pourra mieux remplir son rôle, puisque cela réduira les problèmes de compétence et, par là même, lui permettra de se concentrer davantage sur le fond des litiges. Conformément à la résolution 68/116 de l'Assemblée générale, nous encourageons les États Membres qui ne l'ont pas encore fait à accepter cette juridiction obligatoire.

(l'orateur poursuit en français)

Le 6 novembre, les membres de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité voteront afin de pourvoir cinq sièges de juge vacants. Nos trois pays appuient sans réserve la candidature de M. James Crawford à l'un des deux postes vacants au sein du Groupe des États d'Europe occidentale et des autres États. Il s'agit d'un juriste international de renom, capable d'apporter une contribution très utile à la Cour. Sa candidature figure à 27 reprises dans les listes des groupes nationaux de la Cour permanente d'arbitrage, ce qui est remarquable. C'est aussi le témoignage éloquent de l'estime que lui portent les milieux du droit international. Nous invitons donc tous les Membres des Nations Unies à appuyer la candidature de M. Crawford.

Au cours de la prochaine année, nous devons nous attendre à ce que le programme de travail de la Cour

reste chargé, et cela à mesure que les États continueront de réaffirmer leur confiance en celle-ci. Pour leur part, nos pays espèrent qu'elle continuera à jouer son rôle important dans le règlement pacifique des différends internationaux.

M. Zellweger (Suisse) : Ces 20 dernières années, la Cour internationale de Justice a vu ses activités croître considérablement. De plus en plus d'États reconnaissent la valeur des moyens pratiques et efficaces qu'offre la Cour pour régler pacifiquement les différends. En effet, de par son mandat unique, son caractère universel, l'autorité et la finalité de ses décisions, ainsi que la nature consensuelle de sa compétence, la Cour constitue un cadre privilégié pour le règlement pacifique des différends entre États.

Afin de renforcer cette dynamique et d'encourager encore plus d'États à reconnaître la compétence de la Cour, la Suisse et les Pays-Bas s'étaient engagés, le 24 septembre 2012, lors de la Réunion de haut niveau sur l'état de droit aux niveaux national et international de la soixante-septième session de l'Assemblée générale (voir A/67/PV.3 à A/67/PV.5), à élaborer, avec l'aide du Secrétariat de l'ONU, un guide pratique pour souligner les avantages de la Cour et expliquer les différents moyens permettant de reconnaître sa compétence. Par la suite, la Grande-Bretagne, l'Uruguay, la Lituanie, le Japon et le Botswana se sont joints à ce projet. Depuis, le guide pratique a été finalisé et envoyé au cours de cette semaine à toutes les missions permanentes auprès de l'ONU à New York.

Les États ont trois possibilités pour reconnaître la compétence de la Cour : premièrement, accepter unilatéralement sa compétence; deuxièmement, accepter sa compétence par traité; ou, troisième possibilité, porter un différend concret devant elle par compromis. Ces trois options sont expliquées en détail dans la brochure. Elles sont concrétisées par des modèles de déclarations, d'articles et de clauses de compromis, qui pourront être repris et adaptés par les États, à leur guise. Ce guide a une vocation pratique et s'adresse principalement aux États, par exemple à leurs diplomates ou à tout membre de délégations négociant des traités internationaux. Nous espérons qu'il permettra de lever certains obstacles techniques à la reconnaissance de la juridiction de la Cour.

Nous formons le vœu que ce guide contribue à renforcer encore l'importance de la Cour et sa contribution à un ordre international plus juste et pacifique.

M. Pérez Pérez (Cuba) (*parle en espagnol*) : Cuba s'associe à la déclaration prononcée par le représentant de la République islamique d'Iran au nom du Mouvement des pays non alignés.

La République de Cuba se félicite de la présentation du précieux rapport de la Cour internationale de Justice (A/69/4). De plus, nous tenons à exprimer devant l'Assemblée notre attachement à une application stricte du droit international et au règlement pacifique des différends internationaux.

Ma délégation salue le travail réalisé par la Cour depuis sa création. Ses arrêts et ses avis consultatifs se sont avérés d'une importance toute particulière, non seulement pour les affaires qui lui ont été soumises, mais également pour le développement du droit public international. La quantité d'affaires dont la Cour est saisie, dont la plupart concernent la région d'Amérique latine et des Caraïbes, démontre l'importance que la communauté internationale attache au règlement pacifique des différends. La République de Cuba, qui conçoit le règlement pacifique des différends conformément au paragraphe 1 de l'Article 33 de la Charte des Nations Unies, a déclaré accepter la juridiction de la Cour internationale de Justice.

Cuba déplore le fait que certains arrêts rendus par la Cour ne sont pas exécutés, en violation flagrante de l'Article 94 de la Charte, en vertu duquel chaque Membre des Nations Unies s'engage à se conformer à la décision de la Cour internationale de Justice dans tout litige auquel il est partie. À cet égard, la République de Cuba observe avec préoccupation que l'efficacité et la force exécutoire des arrêts de la Cour peuvent être sujettes à critiques, non sans raison, lorsque certains pays ne se conforment pas aux jugements qui leur sont défavorables. Malheureusement, le refus de ces pays de se conformer aux décisions de la Cour et leur obstruction, par le biais du privilège de leur droit de veto au Conseil de sécurité, des mécanismes de l'ONU chargés de faire exécuter les jugements démontrent l'imperfection des mécanismes dont dispose la Cour pour faire exécuter ses décisions.

Ce qui précède met en évidence le fait que la nécessité de réformer le système des Nations Unies afin de donner davantage de garanties aux pays en développement face aux pays les plus puissants vaut également au siège de la Cour internationale de Justice. Ma délégation considère d'une grande utilité la présentation par la Cour d'un bilan critique dans lequel

elle examine ses relations avec les organes de l'ONU, en particulier le Conseil de sécurité.

Nombreuses ont été les affaires d'importance traitées par la Cour internationale de Justice. Cuba accorde ainsi une grande importance à l'avis consultatif rendu à l'unanimité par la Cour internationale de Justice le 8 juillet 1996 sur la *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires*. La Cour internationale de Justice y a conclu qu'il existe une obligation de poursuivre de bonne foi et de mener à terme des négociations conduisant au désarmement nucléaire dans tous ses aspects, sous un contrôle international strict et efficace. À cet égard, Cuba, comme nous l'avons déjà dit dans cette salle, demande que l'avis consultatif du 9 juillet 2004 intitulé *Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé* soit pleinement respecté et elle en appelle à tous les États afin qu'ils respectent et fassent respecter les dispositions de la Cour dans cette importante affaire.

Cuba accorde une grande importance à ce que soient affectées les ressources budgétaires nécessaires à la Cour internationale de Justice afin de lui permettre de réaliser dans les formes son travail aux fins du règlement pacifique des différends dont elle est saisie. Cuba appelle à faire le nécessaire pour que ces ressources soient dûment mises à la disposition de la Cour en temps voulu.

La République de Cuba tient à remercier la Cour pour les publications mises à la disposition des gouvernements parties ainsi que les ressources en ligne, qui constituent des outils précieux de diffusion et d'étude du droit international, en particulier pour les pays en développement, dont certains se voient bien des fois privés des informations relatives au développement du droit international en raison de politiques de blocus obsolètes et absurdes condamnées massivement par la communauté internationale.

Cuba est un pays à vocation pacifique et respectueux du droit international, qui s'est toujours conformé fidèlement à ses obligations internationales en vertu des traités auxquels il est partie, et elle souhaite saisir cette occasion pour réitérer son engagement en faveur de la paix. Les événements de ces dernières années démontrent à suffisance l'importance de la Cour internationale de Justice en tant qu'organe judiciaire international chargé de statuer conformément au droit international, de manière pacifique et de bonne foi, sur les différends de portée internationale.

M^{me} Miculescu (Roumanie) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier le Président de la Cour internationale de Justice, le juge Tomka, d'avoir présenté le rapport sur les activités de la Cour (A/69/4), qui nous a donné un utile aperçu de l'activité de la Cour pendant l'année judiciaire 2013-2014.

Les États qui soumettent leurs différends à la juridiction de la Cour attendent de l'organe judiciaire principal de l'Organisation des Nations Unies qu'il rende sa décision au terme d'un examen extrêmement approfondi de la loi et des faits pertinents. Ces attentes ont été pleinement satisfaites dans le cas des arrêts rendus par la Cour durant la période à l'examen. Nous pouvons dire que l'activité de la Cour a gagné en portée et en complexité, et nous la félicitons de son travail considérable. Les affaires inscrites actuellement au rôle de la Cour témoignent de la confiance que les États accordent massivement à la Cour.

Mon pays, ferme défenseur de la Cour, est attaché au règlement de tous les différends conformément au droit international. La Roumanie a été étroitement associée, par le passé, aux activités de la Cour. Un exemple bien connu, à cet égard, est la requête présentée relativement à la délimitation des espaces maritimes situés entre la Roumanie et l'Ukraine en mer Noire dans l'affaire *Délimitation maritime en mer Noire (Roumanie c. Ukraine)*. Le 3 février, une manifestation de commémoration du cinquième anniversaire du prononcé de l'arrêt dans cette affaire, qu'ont honorée de leur présence le juge Keith et plusieurs autres personnalités de premier plan dans le domaine du droit international, a été organisée à Bucarest.

La Roumanie a l'intention de maintenir et de renforcer sa collaboration avec la Cour. À cet égard, je voudrais présenter brièvement les efforts entrepris jusqu'ici par la Roumanie en ce qui concerne la question de sa reconnaissance éventuelle de la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice. Ainsi que l'Assemblée le sait, la Cour a noté avec satisfaction dans son rapport que, dans sa résolution 68/116, l'Assemblée générale a engagé les États n'ayant pas encore déposé de déclaration reconnaissant sa juridiction obligatoire à envisager de le faire. La Roumanie envisage effectivement de rejoindre les rangs des pays qui ont déjà déposé la déclaration en question. À cette fin, les autorités roumaines ont pris plusieurs mesures.

À l'initiative du Ministère des affaires étrangères de la Roumanie, un débat public a été engagé l'année dernière sur la question de l'acceptation ou non par

la Roumanie de la juridiction obligatoire de la Cour. Ce débat public a montré que cette initiative avait généralement la faveur des autorités roumaines, des spécialistes du droit international et du grand public. À l'issue de ce débat public, un projet de loi sur le dépôt d'une déclaration portant acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour a été présenté à l'une des chambres de notre Parlement national, où il est actuellement à l'examen devant l'autre chambre, à savoir le Sénat. Il y a donc de bonnes chances pour qu'au moment de la parution du prochain rapport annuel de la Cour internationale de Justice, la Roumanie fasse déjà partie des États ayant accepté la juridiction obligatoire de la Cour, ce qui, naturellement, est une preuve supplémentaire de notre ferme appui à la Cour.

Pour terminer, je voudrais réitérer notre ferme conviction que le strict respect des normes du droit international est une condition *sine qua non* du bon fonctionnement de la société internationale. Cette conception est on ne peut mieux incarnée, au demeurant, par les mots prononcés par l'ancien Ministre des affaires étrangères de la Roumanie et ancien Président de la Société des Nations, Nicolae Titulescu, et qui figurent sous son effigie au Palais de la Paix à La Haye : « C'est dans la paix émanant de l'ordre juridique que l'homme peut accomplir son destin ».

M. Saeed (Soudan) (*parle en arabe*) : Le Soudan s'associe aux déclarations faites par les représentants de la République islamique d'Iran, au nom du Mouvement des pays non alignés, et de l'Afrique du Sud, au nom du Groupe des États d'Afrique.

Ma délégation prend note du rapport de la Cour internationale de Justice publié sous la cote A/69/4. Nous tenons également à remercier le Président de la Cour, le juge Peter Tomka, d'avoir présenté ce rapport, qui décrit les activités et les délibérations de la Cour durant l'année judiciaire 2013-2014. Ma délégation se félicite du rôle que joue la Cour dans le cadre des obligations qui lui incombent en vertu de la Charte des Nations Unies en tant qu'organe judiciaire principal de l'Organisation des Nations Unies chargé de renforcer l'état de droit au niveau international grâce à ses arrêts et à ses avis consultatifs, qui contribuent également de manière fondamentale à promouvoir le règlement pacifique des différends.

Le rôle de la Cour internationale de Justice et ses nombreuses activités nécessitent que les États Membres lui fournissent un appui politique plus important et fassent en sorte qu'elle dispose des fonds suffisants

pour lui permettre de s'acquitter des tâches qui lui sont confiées. Le rapport annuel offre l'occasion à l'Assemblée générale de réaffirmer l'importance du rôle de la Cour et de lui apporter son soutien. Le grand nombre d'affaires soumises à la Cour témoigne de la confiance accrue qui existe à l'égard de celle-ci et de sa capacité de régler les différends en toute indépendance et intégrité et d'une manière qui soit acceptable par toutes les parties concernées.

Le Soudan encourage la Cour à prendre des mesures pour renforcer ses capacités et accroître son efficacité afin de faire face au nombre important, et en constante augmentation, d'affaires et de responsabilités qui lui sont confiées, et notamment de mener rapidement à terme les procédures et de statuer sur les affaires. Ma délégation invite également les États Membres qui ne reconnaissent pas encore la juridiction de la Cour à envisager de le faire et à prendre des mesures pour contribuer au renforcement de l'état de droit au niveau international et permettre à la Cour de s'acquitter de ses obligations conformément à la Charte.

Le Conseil de sécurité n'a présenté aucune demande d'avis consultatif à la Cour depuis 1970. Le Soudan exhorte le Conseil à tirer profit de l'expérience de la Cour, en tant qu'organe judiciaire principal de l'ONU et source d'avis consultatifs concernant l'interprétation du droit international. De même, nous prions instamment l'Assemblée générale et les institutions spécialisées des Nations Unies de demander des avis consultatifs à la Cour, notamment concernant l'interprétation du droit international eu égard à leurs programmes et activités. Le Soudan réaffirme l'importance de la Cour et appuie le rôle qu'elle joue.

M. De Vega (Philippines) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, nous remercions le Président Peter Tomka ainsi que son équipe à La Haye pour leur rapport complet sur les activités de la Cour internationale de Justice (A/69/4) durant l'année écoulée.

Les Philippines s'associent à la déclaration faite par le représentant de la République islamique d'Iran au nom du Mouvement des pays non alignés.

Depuis sa création, il y a 68 ans, la Cour ne cesse de jouer un rôle essentiel dans les relations internationales. En tant qu'organe judiciaire principal des Nations Unies, la Cour résout des différends qui, autrement, ne pourraient être réglés par les organes politiques de l'ONU ou par leur intermédiaire. En vertu de l'Article 38 du Statut de la Cour, il s'agit des différends

qui peuvent être réglés par l'application des sources du droit international, tels que les traités, la coutume internationale, les principes généraux du droit et, en tant que sources subsidiaires, les décisions judiciaires et la doctrine des publicistes les plus qualifiés.

Il y a deux ans, l'ONU a tenu sa toute première Réunion de haut niveau sur l'état de droit, qui a abouti à l'adoption par consensus de la Déclaration de la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'état de droit aux niveaux national et international (résolution 67/1). Ce document reconnaît que la communauté internationale dispose des institutions, des méthodes de travail et des relations nécessaires pour faire de l'état de droit un élément pertinent de la paix et de la sécurité, des droits de l'homme et du développement. L'une de ces institutions n'est autre que la Cour internationale de Justice. Le paragraphe 31 de la Déclaration reconnaît la contribution inestimable de la Cour à la promotion de l'état de droit. Les Philippines réaffirment leur appui à la Déclaration et confirment leur volonté de se conformer aux décisions de la Cour dans les affaires contentieuses.

Le paragraphe 1 de l'Article 1 du Chapitre I de la Charte des Nations Unies nous rappelle notre devoir impérieux de

« réaliser, par des moyens pacifiques, conformément aux principes de la justice et du droit international, l'ajustement ou le règlement de différends ou de situations, de caractère international, susceptibles de mener à une rupture de la paix ».

C'est le fondement de la Déclaration de Manille de 1982 sur le règlement pacifique des différends internationaux (résolution 37/10), dont nous avons célébré le trentième anniversaire il y a deux ans. La Déclaration de Manille a été négociée et adoptée par l'Assemblée générale pendant la guerre froide, lorsque les pays non-alignés cherchaient à consolider leur indépendance politique et économique. La Déclaration de Manille a étayé leurs aspirations en articulant les normes du règlement pacifique des différends, comme le souligne le Chapitre VI de la Charte des Nations Unies.

De l'affaire du *Détroit de Corfou*, en 1947, jusqu'à l'adoption de la Déclaration de Manille en 1982, soit en l'espace de 35 ans, la Cour a réglé 49 affaires contentieuses. Toutefois, depuis 1982, la charge de travail de la Cour s'est accrue et la Cour a réglé

plus de 80 affaires contentieuses dans une durée comparativement plus courte de 32 ans. Au cours de la période à l'examen, la Cour a été saisie de sept nouvelles affaires contentieuses, ce qui porte à 13 le nombre d'affaires dont elle est saisie – et même 14 à présent, comme nous venons de l'apprendre du Président Tomka. Les parties souveraines à ces affaires viennent de toutes les régions du monde, mais pour moitié d'Amérique latine. Hier, lors d'une manifestation organisée conjointement par le Mexique et l'American Society of International Law, nous avons pu avoir une idée sur les raisons qui font que les pays d'Amérique latine accordent une grande confiance à l'arbitrage international, y compris celui de la Cour. Nous avons en effet appris à quel point l'Amérique latine, en tant que groupe, a contribué au développement progressif du droit international. Il s'agit d'un exemple qui, à notre avis, devrait être suivi par le reste du monde.

Cette confiance accrue, particulièrement parmi les pays en développement, en la capacité, la crédibilité et l'impartialité de la Cour pour régler les différends exclusivement par des moyens pacifiques n'est pas sans rapport avec les normes, valeurs et aspirations énoncées dans la Déclaration de Manille. La plus fondamentale d'entre elles est le non-recours à la menace ou à l'emploi de la force. Après tout, la Déclaration de Manille reflète la confiance croissante de la communauté internationale en l'état de droit comme pierre angulaire du règlement pacifique des différends, mais aussi du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Seul le respect de l'état de droit au niveau international peut garantir l'ordre et la stabilité que nous désirons et que nous sommes en droit d'attendre. C'est de cette façon que nous contribuons au développement progressif du droit international.

Le mandat et la juridiction de la Cour se sont affinés au fil des ans. La création de la Cour pénale internationale et de mécanismes spécialisés pour régler les différends, tels le Tribunal international du droit de la mer et l'Organe d'appel de l'Organisation mondiale du commerce, ne diminue en rien l'importance de la Cour au XXI^e siècle. Au contraire, la nouvelle architecture juridique internationale ne fait que renforcer la Cour en tant que seule instance habilitée à régler les différends arbitrables entre les États dans le vaste domaine du droit international général. Le fait est que la Cour continue d'être saisie de différends concernant des génocides, des contentieux territoriaux et maritimes, des dommages à l'environnement et des questions relatives à la conservation des ressources biologiques.

S'il est une chose que la Charte des Nations Unies et le Statut, la jurisprudence et l'expérience de la Cour internationale de Justice peuvent nous enseigner, c'est que, si leur cause est juste, les petits pays ne doivent pas craindre les grandes puissances. C'est que, grâce aux travaux de la Cour, l'état de droit peut prévaloir dans les relations internationales. Les Philippines appellent donc de nouveau les États Membres qui ne l'ont pas encore fait à reconnaître la juridiction obligatoire de la Cour.

Pour terminer, nous demandons également au Conseil de sécurité de tenir dûment compte de l'Article 96 de la Charte des Nations et de recourir plus souvent la Cour pour obtenir des avis consultatifs et connaître son interprétation des normes pertinentes du droit international, notamment dans les questions les plus actuelles et les plus controversées touchant à la paix et à la sécurité internationales.

M. Diener Sala (Mexique) (*parle en espagnol*) : La délégation mexicaine sait grand gré à la Cour internationale de Justice du travail acharné effectué cette année et tient à remercier son président, le juge Tomka, de la présentation de son rapport (A/69/4).

L'importance et l'intensité de l'activité de la Cour internationale de Justice au cours de l'année écoulée démontrent la confiance mise en la Cour, organe judiciaire international principal, par la communauté internationale. Son renforcement est patent de par sa vocation internationale, les parties aux différends représentant tous les groupes régionaux et tous les continents, ainsi que dans le recours par les États aux différents moyens de procédure prévus dans son Statut et la diversité des questions de fond sur lesquelles portent les différends.

À cet égard, ma délégation souhaite souligner que, sur les 17 affaires inscrites au rôle de la Cour et dont elle a connu pendant la période à l'examen, huit concernaient des États d'Amérique latine et des Caraïbes, dont l'une a été réglée par la Cour et l'autre a été retirée par les États qui avaient introduit l'instance. Cela démontre à quel point l'engagement de cette région à l'égard de l'administration du droit international et du principe du règlement pacifique des différends est total.

Ma délégation tient à souligner la grande valeur juridique que revêtent les décisions de la Cour, tant pour les États parties aux affaires que pour l'ensemble de la communauté internationale, du fait que sa jurisprudence constitue une source auxiliaire de première importance pour déterminer la validité et le contenu des normes. La

Cour a un rôle essentiel à jouer dans le développement du droit international, notamment en menant le dialogue avec d'autres organes juridiques, qui permet d'enrichir le droit international et de contribuer à en éviter la fragmentation.

Du point de vue de la procédure, le travail de la Cour est devenu plus complexe, les États recourant fréquemment à toutes les variantes procédurales prévues dans le Statut, telles que les demandes en indication de mesures conservatoires ou d'interprétation des arrêts, où la décision rendue par la Cour est de première importance pour empêcher une escalade ou l'apparition de nouveaux différends. Cela est manifeste dans l'affaire *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)* et l'affaire *Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie)*, ainsi que la *Demande en interprétation de l'arrêt du 15 juin 1962 en l'affaire du Temple de Préah Vihear (Cambodge c. Thaïlande)* (*Cambodge c. Thaïlande*).

Quant au fond également, la Cour, dans les deux arrêts qu'elle a rendus durant la période à l'examen, s'est penchée sur des questions d'importance, comme le respect des obligations conventionnelles en ce qui concerne la conservation des ressources biologiques, notamment à la lumière du principe de bonne foi, comme dans l'affaire *Chasse à la baleine dans l'Antarctique (Australie c. Japon)*, ou celle du *Différend maritime (Pérou c. Chili)*, qui viennent compléter l'importante jurisprudence existant déjà en la matière.

Le Mexique tient à féliciter l'Assemblée générale d'être disposée à autoriser de nouveaux postes et d'autres requêtes budgétaires de la Cour et il l'appelle à continuer de doter la Cour des outils dont elle a besoin pour s'acquitter au mieux de son rôle d'organe judiciaire principal de l'Organisation, et notamment pour qu'elle dispose de ressources suffisantes pour la célébration de son soixante-dix-septième anniversaire en 2016.

Le Mexique sait également sincèrement gré au Greffier de la Cour, M. Philippe Couvreur, de son excellent travail au titre de ses triples fonctions juridiques, diplomatiques et administratives. Nous souhaitons également remercier la Dotation Carnegie d'héberger la Cour au Palais de la Paix à La Haye. De même, le Mexique salue le travail accompli, tout au long de l'histoire de la Cour, par les juges de notre pays qui y ont siégé.

J'aimerais terminer cette intervention en lançant un appel à tous les États qui ne l'ont pas encore fait afin qu'ils acceptent la juridiction obligatoire de la Cour, conformément au paragraphe 2 de l'Article 36 du Statut, et renforcent ce faisant l'état de droit à l'échelle internationale afin d'assurer l'accès de tous les États à un mécanisme judiciaire consolidé de règlement pacifique des différends.

M. Plasai (Thaïlande) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prononcer cette déclaration au nom du Royaume de Thaïlande sur ce point de l'ordre du jour. Je voudrais tout d'abord remercier le Président Tomka de sa présidence avisée et de son rapport complet sur les activités de la Cour internationale de Justice (A/69/4) au cours de l'année écoulée.

La Cour a joué un rôle actif dans l'examen de différends entre États portant sur divers sujets. Durant la période à l'examen, elle a été saisie de questions allant de l'interprétation d'un arrêt à la délimitation de frontières maritimes, en passant par la préservation de la faune et l'intégrité de l'environnement. Compte tenu de cette diversité, le rapport reflète les efforts remarquables déployés par la Cour pour gérer les affaires inscrites à son rôle avec efficacité et diligence.

Le rapport de cette année comprend une affaire à laquelle la Thaïlande était partie, à savoir la *Demande en interprétation de l'arrêt du 15 juin 1962 en l'affaire du Temple de Préah Vihear (Cambodge c. Thaïlande)* (*Cambodge c. Thaïlande*) – « Phra Viharn » en langue thaïe. Il s'agit sans doute de la première fois que des juges interprètent un arrêt rendu dans une affaire alors qu'ils n'ont pas participé à la procédure initiale. Pourtant, une lecture de l'arrêt en interprétation rendu le 11 novembre 2013 montre que la Cour a pris le temps et fait les efforts nécessaires pour examiner soigneusement et de manière approfondie les comptes rendus de la procédure initiale. En effet, la Cour souligne, au paragraphe 68 de l'arrêt, que « les écritures et plaidoiries de 1962 sont elles aussi pertinentes aux fins de l'interprétation de l'arrêt, puisqu'elles montrent quels éléments de preuve ont, à l'époque, été présentés à la Cour – et quels éléments ne l'ont pas été –, ainsi que la manière dont les questions soumises à celle-ci ont été formulées par chacune des Parties ».

D'une manière générale, il me plaît de pouvoir dire que l'arrêt du 11 novembre 2013 est réputé reposer sur un raisonnement bien fondé et conforme à la jurisprudence de la Cour. Il souligne également l'importance que revêt pour les deux pays la nécessité d'entamer des pourparlers.

L'arrêt aide à clarifier plusieurs points de droit essentiels et, à ce titre, constituera un fondement plus clair et utile aux consultations ou négociations à venir entre les deux parties, tant en ce qui concerne l'affaire tranchée par la Cour en 1962, relativement, selon les termes mêmes de la Cour, à la « souveraineté sur une portion donnée de territoire », qu'au-delà. L'arrêt a également contribué de façon positive à divers aspects de la jurisprudence existante sur l'interprétation des arrêts, et je voudrais en citer pour mémoire quelques-uns.

Premièrement, la Cour a réaffirmé, par son interprétation de l'arrêt de 1962, que le principe *non ultra petita* doit être respecté dans le cadre de l'interprétation d'arrêts. En d'autres termes, la Cour a réaffirmé que les questions qui n'avaient pas été dûment soumises à la Cour par le requérant et sur lesquelles la Cour, par conséquent, n'avait pas statué dans la procédure initiale, ne pouvaient faire l'objet d'une interprétation.

Deuxièmement, la Cour a également réaffirmé que le principe de l'autorité de la chose jugée doit être respecté dans une procédure en interprétation, à savoir que les points qui n'avaient pas été décidés avec force obligatoire dans la procédure initiale ne peuvent faire l'objet d'une interprétation. Par conséquent, la Cour est strictement restée dans les limites du premier arrêt et s'est abstenue de s'attaquer à des questions sur lesquelles elle ne s'était pas prononcée en 1962.

Troisièmement, la Cour a considéré que la portée de l'autorité de la chose jugée de l'arrêt de 1962 correspondait à celle de l'objet de la procédure de départ, à savoir, et exclusivement, la souveraineté sur le Temple de Préah Vihéar et son éperon – et à aucune autre question.

L'affaire relative à la demande en interprétation de l'arrêt en l'affaire du Temple reste une question importante en Thaïlande. Le niveau de connaissance de cette affaire par le grand public et la forte demande d'informations et d'explications sont sans précédent. Durant les audiences et la lecture de l'arrêt, l'année dernière, l'opinion thaïlandaise a suivi avec grand intérêt les activités de la Cour, en temps réel, grâce à la retransmission en direct à la télévision de la procédure se déroulant à La Haye dans toute la Thaïlande, avec une interprétation simultanée en thaï. C'était une des rares fois dans l'histoire de la Thaïlande qu'un événement international officiel suscitait un tel intérêt de l'opinion. Il va sans dire que, ce faisant, le rôle de la Cour internationale de Justice en tant qu'organe judiciaire principal des Nations Unies a été mis en

avant et est maintenant mieux connu et compris dans mon pays. Nous espérons que cet arrêt contribuera à des relations de bon voisinage entre la Thaïlande et le Cambodge, deux pays ayant une destinée commune en tant que frères au sein de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

Pour terminer, je tiens à remercier les juges et le Greffe de la Cour internationale de Justice pour leur efficacité et leur professionnalisme et à saluer leur contribution à la justice internationale. Ce fut pour moi un honneur et un privilège que d'être le représentant du Royaume de Thaïlande dans cette affaire.

M. Alabrune (France) : Je tiens à remercier le Président de la Cour internationale de Justice pour sa présentation très instructive du rapport d'activité de la Cour pour l'année qui vient de s'écouler (A/69/4).

Comme le souligne la liste des affaires inscrites au rôle de la Cour, l'activité contentieuse de cette dernière s'est remarquablement accrue depuis une vingtaine d'années. Ceci témoigne tant de la confiance des États dans l'office de la Cour, que du rôle qu'elle joue en tant qu'organe judiciaire principal des Nations Unies dans la recherche de règlement pacifique des différends et du renforcement de l'état de droit.

À cet égard, si les arrêts et ordonnances rendus par la Cour s'imposent aux parties en raison de l'autorité de la chose jugée qui leur est attachée, leur respect et leur bonne exécution par les États tiennent également à la qualité des décisions de la Cour. Les arrêts et ordonnances de la Cour peuvent ainsi contribuer à apaiser des tensions politiques et aider les États à trouver une solution que les autres moyens pacifiques de règlement des différends ne leur offrent pas. L'arrêt rendu par la Cour internationale de Justice le 11 novembre 2013 dans l'affaire relative à la *Demande en interprétation de l'arrêt du 15 juin 1962 en l'affaire du Temple de Préah Vihéar (Cambodge c. Thaïlande)* (*Cambodge c. Thaïlande*), en est une illustration. L'arrêt devrait contribuer à régler le différend territorial entre le Cambodge et la Thaïlande et leur permettre de trouver une solution concernant la délimitation de leur frontière commune dans cette zone.

Les différends frontaliers constituent un pan important de l'activité de la Cour, et, au sein de cette catégorie, les différends maritimes prennent, depuis une dizaine d'années, une importance croissante. Il convient de citer l'affaire opposant le Pérou au Chili à propos d'un différend maritime dans laquelle la Cour a rendu son arrêt au fond le 27 janvier 2014; mais d'autres affaires,

pour l'heure pendantes, peuvent aussi être mentionnées : l'affaire relative à la *Délimitation maritime dans la mer des Caraïbes et l'océan Pacifique* (Costa Rica c. Nicaragua); l'affaire relative aux *Violations alléguées de droits souverains et d'espaces maritimes dans la mer des Caraïbes* (Nicaragua c. Colombie); l'autre affaire entre le Nicaragua et la Colombie portant sur la *Question de la délimitation du plateau continental entre le Nicaragua et la Colombie au-delà de 200 milles marins de la côte nicaraguayenne* (Nicaragua c. Colombie); ou encore, l'affaire introduite récemment par la Somalie contre le Kenya relatif à la *Délimitation maritime dans l'océan Indien* (Somalie c. Kenya).

En outre, cette année a été une nouvelle fois l'occasion de constater la diversité des domaines dont la Cour est conduite à connaître. Parmi les différends inscrits au rôle de la Cour, quatre touchent à des aspects relatifs à l'obligation de négocier : les trois requêtes des Îles Marshall inscrites au rôle de la Cour portant sur des négociations concernant la fin de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire, et l'affaire opposant la Bolivie au Chili relative à l'*Obligation de négocier un accès à l'océan Pacifique* (Bolivie c. Chili). L'obligation de négocier est ainsi présentée comme une des pierres angulaires du droit international public, transversale aux différentes branches de ce droit.

Cette année a également été marquée par un certain nombre de requêtes introductives d'instance sur le fondement du paragraphe 5 de l'article 38 du Statut de la Cour.

S'inscrivant dans une dynamique de fond, les procédures incidentes ont été, une nouvelle fois, particulièrement utilisées cette année par les États – 12 ordonnances pour 3 arrêts au fond. Cela a donné l'occasion à la Cour de préciser la teneur de sa fonction judiciaire, mais ne manque pas d'allonger la durée des instances et de peser sur la charge de travail de la Cour.

D'une façon générale, ce recours privilégié à la Cour internationale de Justice témoigne de la qualité des motivations venant au soutien des arrêts rendus par la Cour et de l'équilibre des solutions dégagées.

Je saisis donc l'occasion qui m'est donnée pour renouveler à la Cour, au nom de la France, l'expression de notre reconnaissance pour le travail accompli, qui, cette année encore, témoigne d'une activité soutenue et efficace.

M^{me} Chadha (Inde) (*parle en anglais*) : Je m'associe aux autres délégations qui ont remercié le juge Tomka, Président de la Cour internationale de Justice, de nous avoir présenté le rapport complet de la Cour couvrant les activités judiciaires menées durant l'année écoulée (A/69/4).

En tant qu'organe judiciaire principal des Nations Unies, la Cour a pour tâche de promouvoir le règlement pacifique des différends entre les États, ce qui est important pour l'application de l'un des principes de l'Organisation, à savoir le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Depuis sa création, la Cour s'est acquittée de sa tâche de façon admirable et a ainsi acquis une réputation bien méritée en tant qu'institution impartiale appliquant les normes juridiques les plus élevés conformément à son mandat au titre de la Charte des Nations Unies, dont le Statut de la Cour fait partie intégrante.

Comme il est indiqué dans le Préambule de la Charte, un des principaux objectifs de l'ONU est de créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations internationales. La Cour internationale de Justice, en sa qualité de seule Cour disposant d'une juridiction internationale, est on ne peut mieux placée pour remplir ce rôle.

Le rapport de la Cour illustre l'importance que les États attachent à la Cour et la confiance qu'ils placent en elle, comme l'atteste clairement le nombre, la nature et la diversité des affaires dont elle est saisie, ainsi que sa capacité de traiter d'aspects complexes du droit international public.

Les affaires dont est saisie la Cour portent sur une large gamme de thèmes, tels que les différends territoriaux et maritimes, les dommages à l'environnement et la préservation des ressources biologiques, les violations de l'intégrité territoriale, les violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme, le génocide, l'interprétation et l'application des conventions et traités internationaux, et l'interprétation des arrêts de la Cour.

Les arrêts rendus par la Cour jouent un rôle important dans l'interprétation et la clarification des règles du droit international, ainsi que dans le développement et la codification progressifs du droit international. Dans le cadre de ses fonctions, la Cour a continué de tenir compte des réalités politiques et des sentiments des États tout en se conformant strictement aux dispositions de la Charte des Nations Unies, à son

propre statut et aux autres règles applicables du droit international.

L'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour est un moyen de garantir et de promouvoir le règlement pacifique des différends. Elle se fonde sur la confiance qu'accordent les États à l'état de droit au niveau international. Les États qui ont placé leur confiance dans le système mis en place en vertu du paragraphe 2 de l'Article 36 du Statut le font pour régler des différends juridiques pouvant opposer des parties entre elles. Cela est confirmé par l'Article 59 du Statut, qui stipule clairement que la décision de la Cour n'est obligatoire que pour les parties en litige et dans le cas qui a été décidé. C'est pourquoi engager des procédures pour atteindre des objectifs universels au mépris total de ce principe fondamental crée de graves problèmes à des pays comme l'Inde qui ont accepté la juridiction obligatoire de la Cour.

S'agissant des affaires inscrites au rôle de la Cour, nous notons qu'au cours de l'année judiciaire 2013/2014, la Cour a statué sur trois affaires, tenu des audiences publiques dans quatre affaires contentieuses et rendus 13 ordonnances. Au cours de cette même période, la Cour a été saisie de sept nouvelles affaires contentieuses, portant ainsi le nombre total d'affaires inscrites à son rôle à 14, comme l'a précisé le Président Tomka.

La deuxième fonction de la Cour – celle qui consiste à donner des avis consultatifs sur des questions juridiques qui se poseraient aux organes de l'ONU et à des institutions spécialisées dans le cadre de leur activité – ajoute à son important rôle de clarification de questions juridiques internationales clefs. Le rapport de la Cour signale à juste titre au paragraphe 17 que « l'activité de la Cour dans son ensemble vise à la promotion de l'état de droit », en particulier par ses arrêts et avis consultatifs.

Nous nous félicitons de ce que la Cour s'efforce de veiller à ce que ses décisions reçoivent la plus large publicité possible à travers le monde, tant par le biais de ses publications que par le développement de supports multimédia et de son site Internet, sur lequel figure désormais l'intégralité de sa jurisprudence ainsi que de celle de sa devancière – la Cour permanente de Justice internationale.

Nous notons avec joie que la Cour prévoit de célébrer son soixante-dixième anniversaire en

avril 2016 et qu'elle organisera nombre de manifestations à cette occasion.

Enfin, l'Inde tient à réaffirmer son appui à la Cour et souligne l'importance que la communauté internationale attache à l'activité de la Cour aux fins de la promotion de la justice internationale.

Mme Meza-Cuadra (Pérou) (*parle en espagnol*) : Le Pérou se félicite de la présentation à l'Assemblée générale du rapport annuel de la Cour internationale de Justice pour la période allant du 1^{er} août 2013 au 31 juillet 2014 (A/69/4).

Ma délégation voudrait commencer par souligner le rôle crucial joué par la Cour internationale de Justice, en tant qu'organe judiciaire principal des Nations Unies, dans le règlement des différends au titre du système établi par la Charte. La Cour représente une contribution essentielle à la promotion de l'état de droit sur le plan international.

Le Pérou tient à rappeler qu'outre l'incalculable travail effectué par la Cour aux fins du règlement pacifique des différends interétatiques, la Cour peut, en vertu de l'Article 96 de la Charte, rendre des avis consultatifs à la demande de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité et de tous autres organes de l'Organisation des Nations Unies ou institutions spécialisées qui en reçoivent l'autorisation. La Cour a une double compétence : statuer sur les affaires contentieuses et rendre des avis consultatifs; et les jugements et avis consultatifs qu'elle rend aident à promouvoir et à clarifier le droit international en tant que voie authentique vers la paix.

Le Pérou sait donc gré à l'Assemblée générale d'avoir exhorté les États qui ne l'ont pas encore fait à envisager de reconnaître la compétence de la Cour, conformément au paragraphe 2 de l'Article 36 de son Statut.

Le Pérou tient aussi à saluer le travail effectué par les éminents juges de la Cour, en particulier le Président et le Vice-Président, ainsi que les juges ad hoc. Le Pérou se félicite du prochain renouvellement triennal de la composition de la Cour lors d'élections prévues le 6 novembre. Nous sommes aussi reconnaissants de l'intense travail accompli par le Greffe de la Cour, en particulier son Greffier et son adjoint.

L'activité soutenue de la Cour internationale de Justice atteste du prestige dont elle jouit en tant qu'organe judiciaire principal des Nations Unies, activité rendue

possible grâce au nombre important de mesures prises par celle-ci ces dernières années pour accroître son efficacité et pouvoir ainsi faire face à l'augmentation régulière de sa charge de travail et connaître dans les meilleurs délais des procédures incidentes, qui sont de plus en plus nombreuses, comme le signalent les paragraphes 9 et 10 du rapport.

Le Pérou se félicite également de noter que pour l'exercice biennal 2014-2015, il a été donné suite à la plupart des demandes faites par la Cour concernant de nouveaux postes et des dépenses supplémentaires. Ma délégation espère que le même esprit prévaudra pour l'exercice biennal 2016-2017, durant lequel sera célébré le soixante-dixième anniversaire de la Cour.

Enfin, comme le Président de la République du Pérou, M. Ollanta Humala Tasso, l'a mentionné à l'ouverture de la présente session de l'Assemblée générale, ma délégation tient à souligner que le différend maritime avec le Chili a été réglé grâce à l'arrêt rendu par la Cour le 27 janvier 2014, ainsi que le Président de la Cour l'a expliqué au début de sa déclaration. Nous tenons aussi à signaler que l'exécution de l'arrêt en question a été la plus rapide de l'histoire de la Cour, étant donné que les deux parties ont conjointement défini les coordonnées géographiques de la frontière maritime, conformément à l'arrêt, et ce, deux mois après qu'il ait été rendu. C'est ce qui a permis au Président péruvien d'affirmer que : « De façon générale, la manière dont l'ensemble du processus a été mené est un exemple que le Pérou et le Chili donnent au monde entier ». (A/69/PV.9, p. 28).

M. Yoshikawa (Japon) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier le Président de la Cour internationale de Justice, le Président Peter Tomka, de son leadership et de son rapport détaillé (A/69/4) sur l'activité de la Cour.

Comme le Premier Ministre japonais Shinzo Abe l'a souligné à cette tribune deux années de suite, l'état de droit est l'un des plus importants aspects de la politique étrangère du Japon. Le Japon attache une importance particulière aux activités de la Cour, l'organe judiciaire principal de l'Organisation consacré par la Charte des Nations Unies. Je me félicite du rôle qu'elle joue dans le renforcement de l'état de droit au sein de la communauté internationale.

Le droit international permet aux parties concernées d'avoir un langage commun. Le monde attend de plus en plus du droit international qu'il serve

à désamorcer les tensions nées de vives controverses. Les affaires dont la Cour est saisie portent sur des questions très diverses, notamment des différends territoriaux et maritimes, des différends économiques et environnementaux et des violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme. En dépit du fait que la Cour traite d'affaires de plus en plus complexes sur les plans factuel et juridique, il convient de souligner qu'elle continue d'effectuer un travail de haute qualité.

Le Japon est fermement convaincu que davantage de pays concernés devraient reconnaître l'importance du droit international et recourir à la Cour internationale de Justice. Par exemple, l'acceptation universelle de la juridiction de la Cour, conformément au paragraphe 2 de l'Article 36 du Statut de la Cour, renforcerait le rôle de cette dernière.

Dès 1958, le Japon a reconnu unilatéralement la juridiction obligatoire de la Cour. Le niveau de reconnaissance de la juridiction de la Cour reste cependant très faible. Seuls 70 États Membres de l'ONU ont accepté la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice. En ce qui concerne le Groupe des pays d'Asie et du Pacifique, dont fait partie le Japon, seuls 7 pays sur 54 l'ont acceptée. J'espère qu'un nombre croissant de pays, en particulier les pays d'Asie et du Pacifique, vont faire cette démarche.

Dans ce contexte, le Japon attache une grande importance à la publication récente du *Handbook on Accepting the Jurisdiction of the International Court of Justice* (Manuel concernant l'acceptation de la juridiction de la Cour internationale de Justice), dont j'ai ici une copie en ma possession. Je tiens à remercier tout particulièrement la Suisse d'avoir pris la tête des efforts de préparation de ce manuel. Je remercie également les autres coauteurs, à savoir les Pays-Bas, l'Uruguay, le Royaume-Uni, la Lituanie et le Botswana. Le Japon est fier de faire partie des sept coauteurs.

Je saisis également cette occasion pour évoquer l'expérience du Japon en matière de règlement pacifique des différends par l'intermédiaire de la Cour internationale de Justice. Cette année s'est avérée importante pour le Japon, puisque la Cour a rendu son jugement en l'affaire *Chasse à la baleine dans l'Antarctique (Australie c. Japon)*. Tout au long de la procédure devant la Cour, le Japon a exposé clairement sa position sur les questions soulevées dans le cadre de cette affaire, dans le plein respect des règles. Nous avons été déçus par la décision selon laquelle le programme japonais de recherche sur

les baleines n'était pas conforme à l'article pertinent de la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine. Cependant, le Japon respecte le jugement de la Cour. Le Japon va poursuivre sa politique sur l'exploitation durable des ressources marines dans le respect du droit international et sur la base de preuves

scientifiques, en tenant compte du raisonnement et des conclusions de la Cour.

Enfin, je renouvelle l'appui indéfectible du Japon à la Cour internationale de Justice.

La séance est levée à 13 h 5.